

164300208(F)

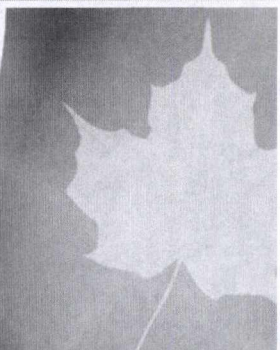


Affaires étrangères et  
Commerce international Canada

Foreign Affairs and  
International Trade Canada

Canada

DOC  
CA1  
EA  
A57  
FRE  
2009-2010



**RAPPORT ANNUEL**

Réseau du  
Canada à l'étranger  
2009-2010

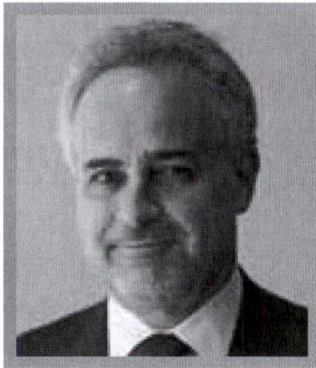


Haut-commissariat de Dhaka, mai 2009

	Un message du sous-ministre des Affaires étrangères, du sous-ministre du Commerce international, du sous-ministre délégué des Affaires étrangères et du sous-ministre adjoint du Secteur de la plateforme internationale. . . . .	1
<b>I</b>	<b>Le réseau du Canada à l'étranger . . . . .</b>	<b>3</b>
	Vue d'ensemble . . . . .	4
	Les partenaires et cooccupants . . . . .	4
	Nos missions à l'étranger en tableaux . . . . .	7
	Profil de l'effectif des missions . . . . .	14
<b>II</b>	<b>Le Secteur de la plateforme internationale . . . . .</b>	<b>17</b>
	Responsabilités et gouvernance. . . . .	18
	Services immobiliers. . . . .	19
	Employés recrutés sur place . . . . .	20
	Services de gestion de l'information et de la technologie de l'information . . . . .	22
	Administration des Directives sur le service extérieur . . . . .	22
	Courrier diplomatique et logistique . . . . .	23
	Services de sécurité des missions et rapports de sécurité . . . . .	24
<b>III</b>	<b>Chiffres et tendances de l'année 2009-2010 . . . . .</b>	<b>26</b>
	Postes dans les missions à l'étranger . . . . .	27
	Modifications aux postes à l'étranger . . . . .	29
	Création de postes . . . . .	31
	Suppression de postes. . . . .	32
	Classement des missions selon le niveau de difficulté . . . . .	33
	Ouvertures et fermetures . . . . .	38
	Bureau de l'inspecteur général : inspection des missions. . . . .	39
	Bureau du Dirigeant principal de la vérification : vérifications internes . . . . .	40
<b>IV</b>	<b>Rapport financier. . . . .</b>	<b>41</b>
	État du financement . . . . .	42
	Frais de recapitalisation . . . . .	43
	Entrée de fonds et utilisation . . . . .	46



## Un message du sous-ministre des Affaires étrangères, du sous-ministre du Commerce international, du sous-ministre délégué des Affaires étrangères et du sous-ministre adjoint du Secteur de la plateforme internationale



**Morris Rosenberg**  
Sous-ministre des  
Affaires étrangères

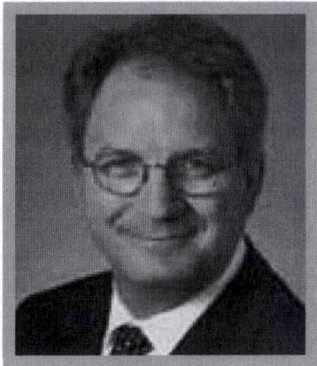


**Louis Lévesque**  
Sous-ministre du  
Commerce international

Le 1<sup>er</sup> juin 2009 a marqué le 100<sup>e</sup> anniversaire du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, un événement très important qui a été souligné par de nombreuses activités dont plusieurs cérémonies spéciales réunissant des employés à Ottawa et dans plusieurs missions incluant Kandahar.

A travers son histoire, il a été plusieurs fois nécessaire pour le ministère de se réinventer afin de préserver sa pertinence et demeurer un Ministère de grande envergure au service des Canadiens. C'est ce dont témoigne la mise en œuvre du Plan de transformation du Ministère démarré à la fin de l'année 2007. Nos efforts de transformation se sont poursuivis tout au long de l'année 2009-2010, par le biais d'une réforme du modèle opérationnel, ceci incluant un examen approfondi des méthodes de travail afin de trouver de nouvelles façons de faire plus efficaces, de concentrer les efforts du Ministère sur ses fonctions principales et d'optimiser la modernisation des opérations au Canada et à l'étranger.

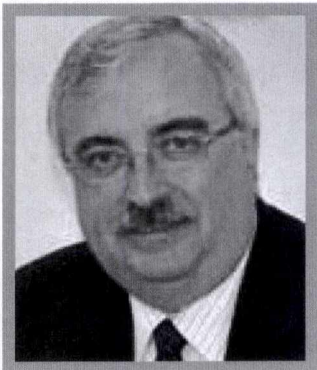
La gestion d'un réseau à l'étranger comprenant 173 missions est complexe. Le Secteur de la plateforme internationale dispose pour réussir de services efficaces qui nous permettent de soutenir avec succès les initiatives ministérielles visant à faire progresser le programme international du Canada. En 2009-2010, quelques 1 035 employés et leurs personnes à charge ont reçu des services de réinstallation entre le Canada et ses missions. Le réseau des missions à l'étranger comprend 7 730 postes occupés par des employés canadiens et des employés recrutés sur place qui sont au service des Canadiens dans 105 pays. Il est également constitué de 32 partenaires et cooccupants.



**Gérald Cossette**  
Sous-ministre délégué  
des Affaires étrangères

Grâce à la plateforme internationale du Canada, nous sommes dans une position de choix afin de répondre aux grandes priorités du Ministère pour l'exercice 2010-2011. Le renforcement de la plateforme internationale des missions du Canada à l'étranger continuera de jouer un rôle primordial relativement au programme de transformation.

Le Ministère possède un personnel de qualité, composé de Canadiens à l'étranger ainsi que d'employés recrutés sur place. Notre équipe nous a permis une fois encore de relever de nombreux défis importants dans le monde entier. Nous sommes fiers des réalisations de notre ministère, qui, au fil des ans, ne cesse d'évoluer pour s'adapter aux réalités en constante mutation du Canada et de notre milieu international.



**Denis Kingsley**  
Sous-ministre adjoint,  
Secteur de la plateforme  
internationale

Le réseau du  
Canada à l'étranger

1



## Vue d'ensemble

Au 31 mars 2010, l'ensemble des ouvertures et des fermetures a maintenu le réseau du Canada à l'étranger à 173 missions réparties dans 105 pays, dont neuf missions auprès d'organisations multilatérales. Dans ces missions, des employés occupent 7 730 postes d'employés canadiens (EC) et d'employés recrutés sur place (ERP).

En 2009-2010, le gouvernement du Canada a ouvert six nouvelles missions dans les villes de Cancun (Mexique), de Playa Del Carmen (Mexique), de Porto Alegre (Brésil), de Punta Cana (République Dominicaine), de Puerto Vallarta (Mexique) et de San José Del Cabo (Mexique). Il est à noter que la mission d'Ahmedabad (Inde), qui était sur la liste des nouvelles missions du Rapport annuel 2008-2009, a été officiellement ouverte en juillet 2009. Une opération intérimaire précède la création d'une nouvelle mission. De telles opérations ont été démarrées dans les villes d'Acapulco (Mexique), d'Astana (Kazakhstan), de Doha (Qatar), d'Istanbul (Turquie), de Mazatlan (Mexique) et d'Oaxaca (Mexique).

Les six missions suivantes ont été fermées au cours de 2009-2010: Le Cap (Afrique du Sud), Hambourg (Allemagne), Lilongwe (Malawi), Phnom Penh (Cambodge), Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) et Tucson (États-Unis).

A cela s'ajoutent des points de services comprenant 118 consulats dont la responsabilité incombe à des consuls honoraires, 6 bureaux de la Corporation commerciale canadienne et 16 endroits dans divers pays où les Canadiens peuvent obtenir une assistance consulaire par le biais des agents diplomatiques d'autres pays.

Il y a également 131 postes d'employés dans 18 bureaux situés dans les plus grandes villes du Canada. Ceci comprend 12 bureaux régionaux : Vancouver, Calgary, Edmonton, Saskatoon, Regina, Winnipeg, Toronto, Montréal, Halifax,

Moncton, Charlottetown et St. John's; et 6 bureaux satellites : Kelowna qui s'est ajouté à la liste en 2009-2010, Victoria, Waterloo, Windsor, Ottawa et Québec.

## Les partenaires et cooccupants

Le réseau est constitué de plus de 32 partenaires et cooccupants. Trois nouveaux clients se sont ajoutés au partenariat représenté à l'étranger entre 2009 et 2010 : Environnement Canada, Industrie Canada et le Bureau du Conseil privé.

Les partenaires comprennent des ministères, des agences et des sous-agences fédérales qui parrainent des programmes comprenant des activités diplomatiques à l'étranger.



Au 31 mars 2010, leur total était de vingt-quatre :

- Agence de la santé publique du Canada
- Agriculture et Agroalimentaire Canada
- Agence des services frontaliers du Canada
- Agence du revenu du Canada
- Agence canadienne d'inspection des aliments
- Agence canadienne de développement international
- Agence spatiale canadienne



- Anciens Combattants Canada
- Bureau du Conseil privé
- Citoyenneté et Immigration Canada
- Environnement Canada
- Gendarmerie royale du Canada
- Industrie Canada
- Ministère des Finances du Canada
- Ministère de la Justice du Canada
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
- Ministère de la Défense nationale
- Patrimoine Canada
- Ressources naturelles Canada
- Santé Canada
- Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
- Sécurité publique Canada
- Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
- Transports Canada

**FIGURE I**  
**Profil des principaux partenaires et cooccupants selon le nombre de postes d'employés à l'étranger, 2009-2010\*\***

NOMBRE DE POSTES	EMPLOYÉS CANADIENS	EMPLOYÉS RECRUTÉS SUR PLACE	TOTAL
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI)	1 268*	3 854	5 122*
Citoyenneté et Immigration Canada (CIC)	253	1 319	1 572
Agence canadienne de Développement international (ACDI)	167	200	367
Ministère de la Défense nationale (MDN)	168	39	207
Sécurité publique Canada (SPC)	66	11	77
Agence des Services frontaliers du Canada (ASFC)	68	4	72
Gouvernement du Québec	54	15	69
Gendarmerie royale du Canada (GRC)	39	28	67
Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)	11	24	35
Exportation et développement Canada (EDC)	15	21	36
Gouvernement de l'Alberta	8	18	26
Gouvernement de l'Ontario	10	12	22
Patrimoine canadien (MPC)	0	6	6
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC)	4	6	10
Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA)	4	2	6
Gouvernement de l'Australie	2	3	5
Ministère de la Justice Canada (MJC)	3	2	5
Anciens Combattants Canada (ACC)	1	3	4
Agence spatiale canadienne (ASC)	2	1	3
Ministère des Finances Canada (MFC)	1	1	2
Santé Canada (SC)	1	1	2

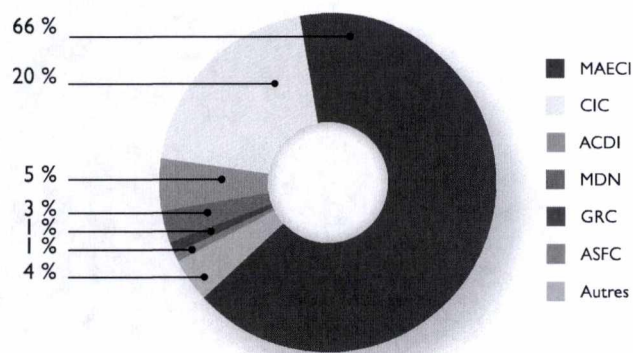
**FIGURE I (suite)**

NOMBRE DE POSTES	EMPLOYÉS CANADIENS	EMPLOYÉS RECRUTÉS SUR PLACE	TOTAL
Banque du Canada	1	0	1
Agence du revenu du Canada (ARC)	1	0	1
Ressources naturelles Canada (RNC)	0	1	1
Agence de la santé publique du Canada (ASPC)	2	1	3
Transport Canada (TC)	1	0	1
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT)	2	0	2
Bureau du Conseil privé (BCP)	1	0	1
Industrie Canada (IC)	0	2	2
Environnement Canada (EC)	0	0	0
Corporation commerciale Canadienne (CCC)	1	0	1
Gouvernement d'Israël	0	2	2
<b>Total (32)</b>	<b>2 154</b>	<b>5 576</b>	<b>7 730*</b>

\* Ce total comprend 31 postes qui sont à Kandahar qui est en lien avec la mission de Kaboul, et au Centre régional de services de la Vallée de la Tamise qui est en lien avec la mission de Londres.

Note : Les données brutes ayant été extraites à des dates différentes, il est possible que les données inscrites dans certains tableaux ne se recourent pas parfaitement, le décalage ne dépassant pas 1 % de l'ensemble des postes.

**FIGURE 2**  
**Pourcentage des postes des partenaires et cooccupants dans les missions à l'étranger, 2009-2010**



En plus des 24 partenaires, le réseau comprend également divers cooccupants — des sociétés d'État, des gouvernements provinciaux et des programmes de gouvernements étrangers à qui le MAECI fournit des services communs selon une formule de recouvrement des coûts.

Au 31 mars 2010, il y avait huit cooccupants dans les missions du Canada à l'étranger :

- Banque du Canada
  - New York
- Exportation et développement Canada
  - Abou Dhabi, Beijing, Lima, Mexico, Monterrey, Moscou, Mumbai, New Delhi, Rio de Janeiro, Santiago, Sao Paulo, Shanghai, Singapour, Varsovie
- Gouvernement de l'Alberta (« Economic Development & International and Intergovernmental Relations »)
  - Beijing, Londres, Mexico, Munich, Séoul, Taïpei, Washington, D.C.
- Gouvernement de l'Australie
  - Bogota
- Gouvernement d'Israël
  - Caracas, La Havane
- Gouvernement de l'Ontario
  - Beijing, Londres, Los Angeles, Mexico, Mumbai, Munich, New Delhi, New York, Paris, Shanghai, Tokyo
- Gouvernement du Québec (Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Ministère des Relations internationales, Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, et Investissement Québec)
  - Beijing, Damas, Hong Kong, Mumbai, Paris (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), Shanghai, Taïpei, Vienne.
- Corporation commerciale canadienne
  - Quito

## Nos missions à l'étranger en tableaux

**FIGURE 3**  
**Missions du Canada par catégorie et par région, 2009-2010**

MISSIONS	AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT	ASIE-PACIFIQUE	EUROPE	AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	AMÉRIQUE DU NORD	TOTAL
Ambassade	21	9	27	15	2	74
Haut-commissariat	9	9	1	4	0	23
Ambassade/Haut-commissariat (Bureau de programme)	2	0	3	3	0	8
Bureau de l'ambassade ou du Haut-commissariat	1	7	2	3	2	15
Bureau de représentation	1	1	0	0	0	2
Mission multilatérale ou permanente	0	0	7	0	2	9
Consulat général	0	7	0	2	14	23
Consulat	1	4	2	1	7	15
Agence consulaire	0	0	0	0	4	4
<b>Grand total</b>	<b>35</b>	<b>37</b>	<b>42</b>	<b>28</b>	<b>31</b>	<b>173</b>

**Ambassades :** Ces bureaux, dirigés par un chef de mission (CDM) sont situés dans les capitales des pays étrangers. La gamme complète des services y est généralement offerte dont les services consulaires.

**Hauts-commissariats :** Ces bureaux remplissent les mêmes fonctions que les ambassades mais sont situés dans les capitales des pays du Commonwealth.

**Ambassades/Haut-commissariats (Bureaux de programmes) :** Ces bureaux sont situés dans les villes capitales. Ils sont propres à un programme (par exemple : le programme commercial du MAECI et l'aide au développement de l'ACDI) et relèvent d'une mission centrale. La mission centrale, qui doit se trouver dans un autre pays, est aussi une ambassade ou un haut-commissariat.

**Bureaux de l'ambassade ou du haut-commissariat :** Ce sont des entités diplomatiques situées dans plusieurs autres villes, autres que la capitale, dans un pays où il y a une ambassade ou un haut-commissariat du Canada. Le Canada possède des bureaux qui sont désignés sous le nom de « Bureau de l'ambassade du Canada » ou « Bureau du haut-commissariat du Canada », selon la nature de la mission dont ils relèvent. D'une manière générale, ces bureaux sont établis en vue de travaux spéciaux, par exemple pour appuyer le programme d'aide internationale du Canada. Ils comptent habituellement un employé canadien et peuvent fournir certains services consulaires.

**Bureaux de représentation :** Chacun de ces bureaux non diplomatiques est situé dans la ville principale d'une entité politique non reconnue et fournit une gamme limitée de services consulaires.

**Missions multilatérales ou permanentes :**

Ces bureaux diplomatiques sont installés dans les villes où siègent les grandes organisations internationales. Ils ne fournissent pas de services consulaires aux Canadiens, à l'exception de la mission permanente du Canada à Genève.

**Consulats généraux :** Il s'agit de bureaux situés dans des grandes villes autres que des capitales. Le CDM reçoit une accréditation couvrant un territoire limité au sein de l'État concerné. Les consulats généraux à l'extérieur des États-Unis (mais ce n'est pas le cas de Hong Kong) font rapport au CDM de l'ambassade ou du haut-commissariat, et les consulats généraux aux États-Unis font rapport directement à Ottawa. Les consulats généraux offrent généralement la gamme complète des services, y compris les services consulaires.

**Consulats :** Ces bureaux sont similaires aux consulats généraux. L'Agent principal de programme reçoit une accréditation couvrant un territoire limité au sein de l'État concerné et il relève du CDM du consulat général, de l'ambassade ou du haut-commissariat pertinent. Les consulats aux États-Unis font rapport à leur consulat général. Certains n'offrent pas toute la gamme des services, mais tous offrent des services consulaires.

**Agences consulaires :** Ce sont des bureaux dédiés aux services consulaires situés dans des villes non-capitales dans un pays où le Canada a une ambassade ou un haut-commissariat. Elles sont dirigées par le consul général en poste à l'ambassade ou au haut-commissariat. L'agent de programme ou l'agent consulaire principal est un employé recruté sur place qui doit posséder la nationalité canadienne (non une double nationalité). Il doit bénéficier d'une reconnaissance de statut de la part du pays d'accueil.

**FIGURE 4**

**Les 173 ambassades, hauts-commissariats, bureaux, missions multilatérales ou permanentes, et consulats du Canada à l'étranger au 31 mars 2010**

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT	ASIE-PACIFIQUE	EUROPE	AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	AMÉRIQUE DU NORD
Abidjan (Côte d'Ivoire)	Ahmedabad (Inde)*	Almaty (Kazakhstan)	Belo Horizonte (Brésil)	<b>Acapulco</b> (Mexique)
Abou Dhabi (Émirats arabes unis)	Auckland (Nouvelle-Zélande)	Ankara (Turquie)	Bogota (Colombie)	Anchorage (États-Unis)
Abuja (Nigeria)	Bandar Seri Begawan (Brunei)	<b>Astana</b> (Kazakhstan)	Brasilia (Brésil)	Atlanta (États-Unis)
Accra (Ghana)	Bangalore (Inde)	Athènes (Grèce)	Bridgetown (Barbades)	Boston (États-Unis)
Addis Abeba (Éthiopie)	Bangkok (Thaïlande)	Barcelone (Espagne)	Buenos Aires (Argentine)	Buffalo (États-Unis)
Alger (Algérie)	Beijing (Chine)	Belgrade (Serbie)	Caracas (Venezuela)	<b>Cancun</b> (Mexique)
Amman (Jordanie)	Canberra (Australie)	Berlin (Allemagne)	Georgetown (Guyana)	Chicago (États-Unis)
Bamako (Mali)	Chandigarh (Inde)	Berne (Suisse)	Guatemala (Guatemala)	Dallas (États-Unis)
Beyrouth (Liban)	Chennai (Inde)	Bratislava (Slovaquie)	Kingston (Jamaïque)	Denver (États-Unis)
Dakar (Sénégal)	Chongqing (Chine)	Bruxelles (Belgique)	La Havane (Cuba)	Detroit (États-Unis)
Damas (Syrie)	Colombo (Sri Lanka)	Bruxelles (Union européenne)	La Paz (Bolivie)	Guadalajara (Mexique)
Dar es Salaam (Tanzanie)	Dhaka (Bangladesh)	Bruxelles (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord)	Lima (Pérou)	Houston (États-Unis)
<b>Doha</b> (Qatar)	Guangzhou (Chine)	Bucarest (Roumanie)	Managua (Nicaragua)	Los Angeles (États-Unis)
Dubaï (Émirats arabes unis)	Hanoi (Vietnam)	Budapest (Hongrie)	Montevideo (Uruguay)	<b>Mazatlan</b> (Mexique)
Harare (Zimbabwe)	Ho Chi Minh-Ville (Vietnam)	Copenhague (Danemark)	Panama (Panama)	Mexico (Mexique)
Johannesburg (Afrique du Sud)	Hong Kong (Chine)	Dublin (Irlande)	Port of Spain (Trinidad et Tobago)	Miami (États-Unis)
Khartoum (Soudan)	Hyderabad (Inde)	Düsseldorf (Allemagne)	Port-au-Prince (Haïti)	Minneapolis (États-Unis)
Kigali (Rwanda)	Islamabad (Pakistan)	Genève (bureau des Nations Unies et de la Conférence sur le désarmement)	<b>Porto Alegre</b> (Brésil)	Monterrey (Mexique)
Kinshasa (Rép. démocratique du Congo)	Jakarta (Indonésie)	Hambourg (Allemagne)	<b>Punta Cana</b> (République dominicaine)	New York (États-Unis)
Koweït (Koweït)	Kaboul (Afghanistan)	Helsinki (Finlande)	Quito (Équateur)	New York (Nations Unies)

FIGURE 4 (suite)

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT	ASIE-PACIFIQUE	EUROPE	AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	AMÉRIQUE DU NORD
Lagos (Nigéria)	Karachi (Pakistan)	<b>Istanbul</b> (Turquie)	Recife (Brésil)	<b>Oaxaca</b> (Mexique)
Le Caire (Égypte)	Kitakyushu (Japon)	Kiev (Ukraine)	Rio de Janeiro (Brésil)	Palo Alto (États-Unis)
Le Cap (Afrique du Sud)	Kolkata (Inde)	La Haye (Pays-Bas)	San José (Costa Rica)	Philadelphie (États-Unis)
Lilongwe (Malawi)	Kuala Lumpur (Malaisie)	Lisbonne (Portugal)	San Salvador (El Salvador)	Phoenix (États-Unis)
Lusaka (Zambie)	Manille (Philippines)	Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne)	Santiago (Chili)	<b>Playa Del Carmen</b> (Mexique)
Maputo (Mozambique)	Mumbai (Inde)	Madrid (Espagne)	Santo Domingo (République dominicaine)	Princeton (États-Unis)
Nairobi (Kenya)	Nagoya (Japon)	Moscou (Fédération de Russie)	Sao Paulo (Brésil)	<b>Puerto Vallarta</b> (Mexique)
Niamey (Niger)	New Delhi (Inde)	Munich (Allemagne)	Tegucigalpa (Honduras)	Raleigh-Durham (États-Unis)
Ouagadougou (Burkina Faso)	Phnom Penh (Cambodge)	Oslo (Norvège)		San Diego (États-Unis)
Pretoria (Afrique du Sud)	Sapporo (Japon)	Paris (France)		San Francisco (États-Unis)
Rabat (Maroc)	Séoul (Corée du Sud)	Paris (Organisation de coopération et de développement économiques)		<b>San José del Cabo</b> (Mexique)
Ramallah (Bande de Gaza et Cisjordanie)	Shanghai (Chine)	Paris (Unesco)		Seattle (États-Unis)
Riyad (Arabie Saoudite)	Singapour	Prague (République tchèque)		Tucson (États-Unis)
Téhéran (Iran)	Sydney (Australie)	Reykjavik (Islande)		Washington, D.C.
Tel Aviv (Israël)	Taipei (Taiwan)	Riga (Lettonie)		Washington, D.C. (Organisation des États Américains)
Tripoli (Lybie)	Tokyo (Japon)	Rome (Italie)		
Tunis (Tunisie)	Oulan-Bator (Mongolie)	Sarajevo (Bosnie-Herzégovine)		

FIGURE 4 (suite)

	AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT	ASIE- PACIFIQUE	EUROPE	AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	AMÉRIQUE DU NORD	
	Yaoundé (Cameroun)	Wellington (Nouvelle-Zélande)	Stockholm (Suède)			
			Tallinn (Estonie)			
			Vatican			
			Vienne (Autriche)			
			Vienne (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe)			
			Vienne (Organisation internationale)			
			Vilnius (Lituanie)			
			Varsovie (Pologne)			
			Zagreb (Croatie)			
<b>Total des missions au 31 mars 2010</b>	<b>35</b>	<b>37</b>	<b>42</b>	<b>28</b>	<b>31</b>	<b>173</b>
<b>Total des missions incluant les opérations intérimaires</b>	<b>36</b>	<b>37</b>	<b>44</b>	<b>28</b>	<b>34</b>	<b>179</b>
<b>Total des pays au 31 mars 2010**</b>	<b>31</b>	<b>18</b>	<b>32</b>	<b>22</b>	<b>2</b>	<b>105</b>
<b>Total des missions 31 mars 2009</b>	<b>37</b>	<b>38</b>	<b>44</b>	<b>26</b>	<b>28</b>	<b>173</b>

Mission en **caractère gras noir** : ouverte en 2009-2010.

Mission en **caractère gras rouge** : fermée durant l'été 2009.

Mission en **caractère gras noir souligné** : opération intérimaire en 2009-2010.

\* Cette mission était sur la liste des nouvelles missions dans le Rapport annuel 2008-2009 mais son ouverture officielle a eu lieu en juillet 2009.

\*\* Le nombre total des pays n'inclut pas Taiwan ainsi que la Bande de Gaza et la Cisjordanie.

**FIGURE 5**  
**Le réseau des missions à l'étranger et des bureaux régionaux du Canada, 2009-2010**



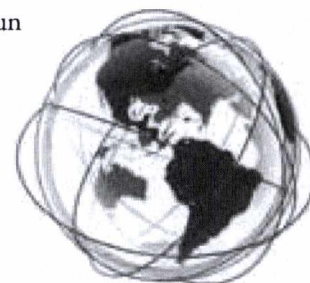




## Profil de l'effectif des missions

### Les employés canadiens dans les missions

- Une seule mission, celle de Washington, D.C., compte plus de 100 postes d'employés canadiens.
- 5 missions (excluant Washington), représentant 3 % de l'ensemble du réseau des missions (173 missions plus 6 missions intérimaires = 179), comptent plus de 50 postes d'employés canadiens.
- 59 missions comptent entre 11 et 49 postes d'employés canadiens, soit 33 % du réseau.
- 77 missions comptent entre 2 et 10 postes d'employés canadiens, soit 43 % du réseau.
- 16 missions n'ont qu'un seul poste d'employé canadien, soit 9 % du réseau.
- 17 missions n'ont aucun poste d'employé canadien : Tallinn en Estonie; Porto Alegre, Recife et Belo Horizonte au Brésil; Kitakyushu et Sapporo au Japon; Ahmedabad, Kolkata, Bangalore et Hyderabad en Inde; Playa del Carmen, San José del Cabo, Cancun et Puerto Vallarta au Mexique; Palo Alto aux États-Unis; Karachi au Pakistan et Punta Cana en République dominicaine. A cela s'ajoutent 4 missions intérimaires ne comptant aucun poste d'employés canadiens : Mazatlan, Oaxaca et Acapulco au Mexique; et, Astana au Kazakhstan (Doha et Istanbul comptent quelques postes d'employés canadiens). Au total, ces 21 missions représentent 11 % de l'ensemble du réseau.

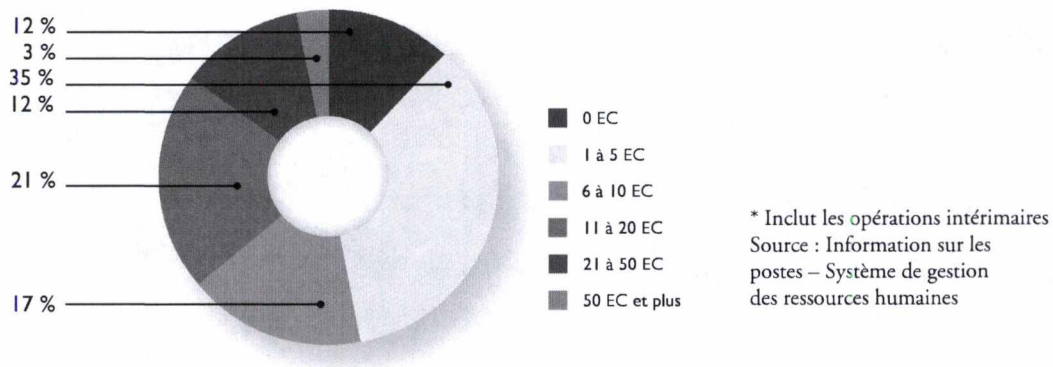


**FIGURE 6**

**Les 15 plus grosses missions selon le nombre de postes d'employés canadiens et d'employés recrutés sur place, 2009-2010**

MISSION	EMPLOYÉS CANADIENS	EMPLOYÉS RECRUITÉS SUR PLACE	TOTAL	CLASSEMENT
New Delhi	56	289	345	1
Washington, D.C.	136	154	290	2
Beijing	66	223	289	3
Londres	76	177	253	4
Paris	54	157	211	5
Islamabad	44	133	177	6
Hong Kong	55	120	175	7
Manille	31	131	162	8
Tokyo	47	106	153	9
Moscou	48	104	152	10
Mexico	43	93	136	11
Nairobi	37	82	119	12
Berlin	29	75	104	13
Damas	38	64	102	14
Kaboul	42	53	95	15

**FIGURE 7**  
**Les missions selon le nombre de postes d'employés canadiens, 2009-2010**



**FIGURE 8**  
**Les 12 missions qui comptent le plus de postes d'employés canadiens, 2009-2010**

MISSION	EMPLOYÉS CANADIENS	CLASSEMENT
Washington, D.C.	136	1
Londres*	87	2
Beijing	66	3
New Delhi	56	4
Hong Kong	55	5
Paris	54	6
Kaboul**	54	7
Moscou	48	8
Tokyo	47	9
Islamabad	44	10
Mexico	43	11
Damas	38	12

\*Inclut le Centre régional de services de la Vallée de la Tamise.

\*\*Inclut Kandahar.

### Les programmes et les postes à l'étranger

Au 31 mars 2010, le réseau du Canada à l'étranger comptait 7 730 postes d'employés canadiens et d'employés recrutés sur place dans 173 missions diplomatiques et consulaires, et dans des bureaux de représentation dans le monde entier. Tous les employés canadiens à l'étranger qui occupent ces postes sont des diplomates ou des détenteurs de titres consulaires qui assument un rôle d'agent ou de soutien dans les missions.

Les principaux programmes du MAECI à l'étranger sont le programme des chefs de mission (CDM), le programme des relations politico-économiques et des affaires publiques (REPAP), le programme commercial, le programme des services consulaires et de la gestion des urgences, et le programme des services communs. Les programmes des principaux partenaires comprennent l'immigration, l'aide au développement, les programmes des provinces, la défense et la sécurité.

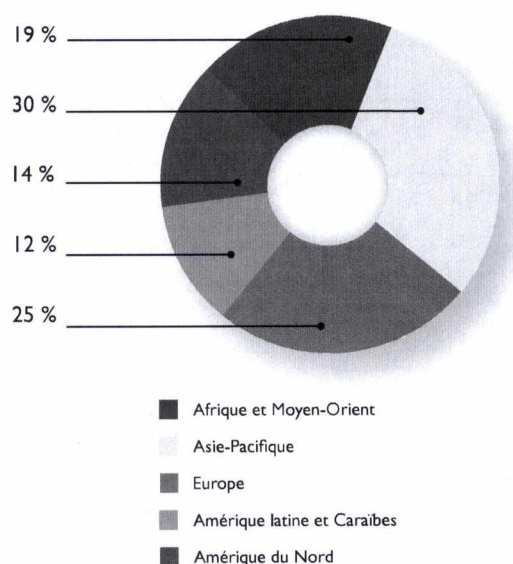
**FIGURE 9**  
**Postes – Services communs et programmes, 2009-2010**

	POSTES	POUR-CENTAGE (%)
Services communs	2 402	30,8
Programmes du MAECI et des partenaires	5 328	69,2
<b>Total</b>	<b>7 730*</b>	<b>100</b>

\* Ce total comprend 31 postes qui sont à Kandahar qui est en lien avec mission de Kaboul, et au Centre régional de services de la Vallée de la Tamise qui est en lien avec la mission de Londres.

Les 7 730 postes d'employés canadiens et d'employés recrutés sur place font partie de l'effectif des services diplomatiques et consulaires, et des programmes dans les missions. Ils sont distribués comme suit dans les différentes régions du monde :

**FIGURE 10**  
**Répartition régionale des postes autour du monde, 2009-2010**



En 2008-2009, la distribution de l'effectif était semblable en Europe, Amérique du Nord, et Afrique/Moyen-Orient. Elle a augmenté de 1 % en Asie-Pacifique et baissé de 1 % en Amérique latine et Caraïbes.

# Le Secteur de la plateforme internationale

# 2



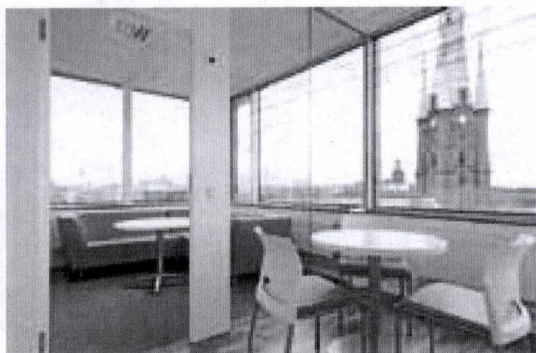
## Responsabilités et gouvernance

Le Secteur de la plateforme internationale créé le 1<sup>er</sup> avril 2008 a pour rôle de regrouper la prestation des services communs, auparavant disséminés dans l'ensemble du Ministère. Ses responsabilités comprennent la gestion des biens immobiliers, de l'infrastructure de la technologie de l'information, des finances, des approvisionnements et de la logistique, du personnel recruté sur place, de l'administration des directives sur le service extérieur et de la sécurité des missions. Il constitue le guichet unique des services à tous les partenaires et cooccupants du réseau. Parmi les avantages de ce regroupement d'activités, soulignons :

- Des structures intégrées de gouvernance, de planification, de normes de service et de la mesure du rendement.
- Des processus décisionnels permettant d'intégrer pleinement les considérations des partenaires relativement à l'ensemble des services.

- Un service plus efficace et équitable pour les partenaires à l'étranger.

En résumé, en assurant le maintien des services et de l'infrastructure du réseau des missions, le Secteur de la plateforme internationale joue un rôle essentiel dans la réalisation des priorités internationales du gouvernement du Canada.



Ambassade de Stockholm, Suède



Ambassade de La Haye, Pays-Bas

## GOUVERNANCE DES SERVICES COMMUNS

### Comités et Groupes de Travail

#### Sous-comité des sous-ministres de la représentation à l'étranger

Le sous-comité des sous-ministres créé le 2 août 2007 après avoir reçu l'approbation officielle du greffier du Conseil privé, est constitué de sous-ministres fédéraux choisis. Il fournit une orientation et assure la coordination pour réaliser les priorités et les objectifs de la politique étrangère du Canada et il fait la promotion de la coordination des politiques et des programmes ainsi que de l'utilisation des services communs parmi les ministères fédéraux ayant des représentants à l'étranger.

#### Conseil des sous-ministres adjoints sur la représentation à l'étranger

Établi à la fin de 2003, le Conseil des sous-ministres adjoints (SMA) conseille les sous-ministres relativement à l'intégration des programmes et à la coordination de la planification pour l'ensemble du gouvernement. Il est constitué des SMA de tous les partenaires.

#### Groupe de travail interministériel sur les services communs à l'étranger

En place depuis mai 2004, le groupe de travail est le prolongement du Groupe de travail des directeurs des partenaires établi pour négocier le Protocole d'entente interministériel. Il est constitué des représentants des programmes de ministères partenaires et d'intervenants des bureaux de la planification des services communs et de la planification géographique.

#### Conseil exécutif du MAECI

Le Conseil exécutif du MAECI est chargé de la définition et de la supervision des orientations soutenant la réalisation des résultats stratégiques du Ministère. Il est l'organisme de gouvernance le plus élevé du MAECI.

#### Conseil des missions

Établi pour harmoniser les ressources du MAECI à l'étranger avec les priorités de la politique internationale du Canada, le Conseil des missions est chargé des orientations stratégiques sur la gestion du réseau des missions.

#### Comité des opérations de mission

Constitué des intervenants de la politique, des programmes et des services communs de l'ensemble du MAECI, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration et de l'Agence canadienne du développement international, le comité des opérations des missions prend des décisions touchant les questions opérationnelles et la configuration des missions.

#### Comité sur la représentation à l'étranger

Le Comité sur la représentation à l'étranger a pour mandat d'examiner les propositions de changement de poste provenant de tous les ministères et des programmes des cooccupants et de faire des recommandations au Comité des opérations au sujet des changements proposés, s'il y a lieu.

#### Comité de gouvernance des employés recrutés sur place

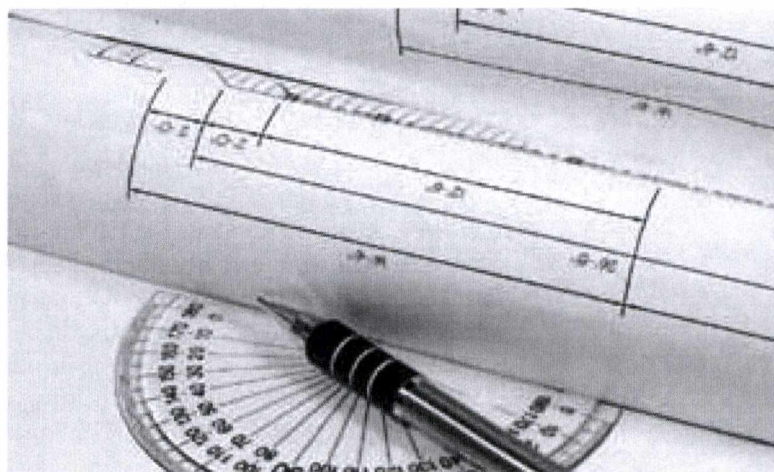
Le Comité de gouvernance des employés recrutés sur place est constitué de cadres supérieurs du MAECI et de ses partenaires principaux. Il est chargé de produire les orientations stratégiques et d'assurer la supervision des grands enjeux de ressources humaines relatifs aux employés recrutés sur place. Le Comité veille également à harmoniser la gestion des employés recrutés sur place avec le programme de transformation du MAECI.

## Services immobiliers

Le programme immobilier du MAECI gère l'inventaire des propriétés diplomatiques et consulaires du gouvernement du Canada à l'étranger. Les propriétés de l'État ont une valeur comptable d'environ deux milliards de dollars et une valeur marchande nettement plus élevée. Les propriétés louées ont un coût de location annuel de plus de 100 millions de dollars.

Le programme immobilier du MAECI contribue également à l'exécution rentable et opportune des projets d'aménagement. Il s'assure que le programme, de même que tous les projets qui le composent, sont axés sur les résultats et sont en harmonie avec les priorités et les lignes directrices du gouvernement.

Les principaux facteurs justifiant les projets immobiliers sont la santé, la sécurité, la protection, les priorités du gouvernement, la croissance ou la réduction de programmes et d'autres besoins des programmes. Le gouvernement du Canada continue d'investir massivement dans l'amélioration de l'intégrité sismique des installations à l'étranger ainsi que les mesures visant à se prémunir contre d'autres risques liés à la sécurité. Il poursuit également ses efforts afin d'ajuster l'inventaire du programme immobilier en fonction des priorités du gouvernement et des rajustements des programmes.



Principales réalisations en 2009-2010 :

- L'achèvement de plus de 500 projets de construction, d'expansion, de remise en état et d'entretien.
- L'acquisition de nouveaux sites à Kaboul en Afghanistan et à Islamabad au Pakistan.
- Des interventions rapides et efficaces afin de répondre aux besoins en biens immobiliers ayant résulté du tremblement de terre à Port-au-Prince, Haïti.

Rappelons que l'entière Direction générale des biens a obtenu la certification ISO 9001-2008 de l'Organisation internationale de normalisation.



Haïti : résidence d'un employé endommagée par le séisme

FIGURE II

LES PROPRIÉTÉS DU MAECI ET LEURS COÛTS		
Propriétés	En 2009-2010	En 2008-2009
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 232 complexes de chancellerie (163 loués, 69 appartenant à l'État)</li> <li>• 107 résidences officielles (30 louées, 77 appartenant à l'État)</li> <li>• 1 863 logements du personnel (1 446 loués, 417 appartenant à l'État)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 230 complexes de chancellerie (160 loués, 70 appartenant à l'État)</li> <li>• 107 résidences officielles (32 louées, 75 appartenant à l'État)</li> <li>• 1 795 logements du personnel (1 393 loués, 402 appartenant à l'État)</li> </ul>
Coûts	En 2009-2010	En 2008-2009
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 375 millions de dollars dans des projets immobiliers, et des frais de loyer et d'entretien à l'étranger, dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>– 126 millions de dollars pour des projets majeurs</li> <li>– 14,5 millions de dollars dans environ 500 projets d'entretien</li> </ul> </li> <li>• 10,7 millions de dollars pour plus de 3 500 commandes d'achat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 346 millions de dollars dans des projets immobiliers et des frais de loyer et d'entretien à l'étranger, dont : <ul style="list-style-type: none"> <li>– 107 millions de dollars pour des projets majeurs</li> <li>– 19,7 millions de dollars dans environ 500 projets d'entretien</li> </ul> </li> <li>• 11,1 millions de dollars pour plus de 3 500 commandes d'achat</li> </ul>

## Employés recrutés sur place

La Direction générale des employés recrutés sur place et programmes des effectifs de la centrale est responsable du cadre des politiques de ressources humaines ainsi que des services connexes offerts aux employés recrutés sur place dans les missions à l'étranger. Elle offre également des conseils et des services en matière de ressources humaines aux cadres supérieurs du Secteur de la plateforme internationale.

Ses responsabilités consistent à revoir et émettre des politiques, des lignes directrices et des outils en matière de gestion des employés recrutés sur place; fournir des services, avis et conseils afin d'appuyer les missions dans leurs activités de gestion des employés recrutés sur place (planification des ressources humaines, classification, dotation en personnel, relations de travail, rémunération et bénéfices) et veiller à l'application efficace de ces programmes. La Direction générale administre également, en collaboration avec



le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT), le portefeuille des pensions, des assurances et de la sécurité sociale des employés recrutés sur place dont les contributions ont représenté environ 50 millions de dollars et les actifs près de 250 millions de dollars en 2009-10.

Principales réalisations en 2009-2010 :

#### Opérations de ressources humaines

- Établissement de la Stratégie de la revue de la rémunération globale, laquelle englobe une revue du régime de rémunération des employés recrutés sur place tous les quatre ans dans chaque mission, de même qu'une formule de rajustement des salaires applicables dans l'intervalle;
- Lancement de la Revue de la rémunération globale dans 64 pays en Europe, en Amérique latine et dans les Antilles, ainsi qu'en Afrique et au Moyen-Orient;
- Revue, analyse et gestion des coûts des rajustements salariaux annuels prévus pour l'année suivante (2010-2011) pour toutes les missions;
- Soutien et conseils aux gestionnaires en mission sur plus de 200 cas liés aux relations de travail et à la gestion de la performance;
- Développement d'une stratégie de ressources humaines pour les employés recrutés sur place de Port-au-Prince, Haïti, affectés par le tremblement de terre;
- Soutien au comité de gouvernance des employés recrutés sur place (ex. secrétariat) et à la création dans chaque mission d'un Conseil consultatif entre la direction et les employés recrutés sur place (ex. termes de références et rapport de fin d'exercice).

#### Politiques ministérielles

- Coordination de l'exercice de planification des ressources humaines relatif aux employés recrutés sur place (achevé à 94 % en 2009-2010);
- Poursuite de l'examen du programme de classification des employés recrutés sur place et préparation des outils nécessaires au MAECI et à ses partenaires;



- Collaboration avec la Commission de la fonction publique dans l'examen du Règlement sur l'embauchage à l'étranger en vue de l'harmoniser avec la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique (2005)*.

#### Pensions et assurances

- Traitement de 521 cessations d'emploi et 32 retraites;
- Autorisation de 161 paiements d'une indemnité de départ et de 84 paiements d'un bénéfice de pension;
- Indexation des prestations de pension dans 21 pays;
- Traitement de 26 demandes d'indemnisations d'accidents de travail.

FIGURE 12

SERVICES DE GESTION DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION EN 2009-2010	
Utilisateurs du réseau au Canada et à l'étranger	12 479
Utilisateurs du réseau classifié au Canada et à l'étranger	4 557
Fiabilité des télécommunications	99,95 %
Courriels légitimes reçus et envoyés par l'Internet	37 millions
Courriels et intrusions bloqués	198 millions
Demandes de services de soutien traitées dans le monde entier	184 672

## Services de gestion de l'information et de la technologie de l'information

Les services de gestion de l'information et de la technologie de l'information (GI/TI) du MAECI gèrent, livrent et soutiennent une plateforme de télécommunications et d'informatique extrêmement fiable et souple. L'accès électronique est assuré 24 heures par jour et sept jours par semaine aux services du MAECI, partout où ils sont nécessaires, n'importe où dans le monde. Les décisions relatives aux investissements en GI/TI sont harmonisées avec les besoins opérationnels de l'ensemble du gouvernement et contribuent aux programmes et aux services qui permettent de réaliser les priorités internationales du Canada tout en protégeant la sécurité, l'intégrité et la disponibilité de l'information et de la technologie en tout temps. Les initiatives e-Collaboration et les initiatives de vidéoconférence du MAECI favorisent la réalisation des priorités du Ministère et du gouvernement en permettant l'échange de renseignements et l'établissement de relations de collaboration efficaces à un prix raisonnable.

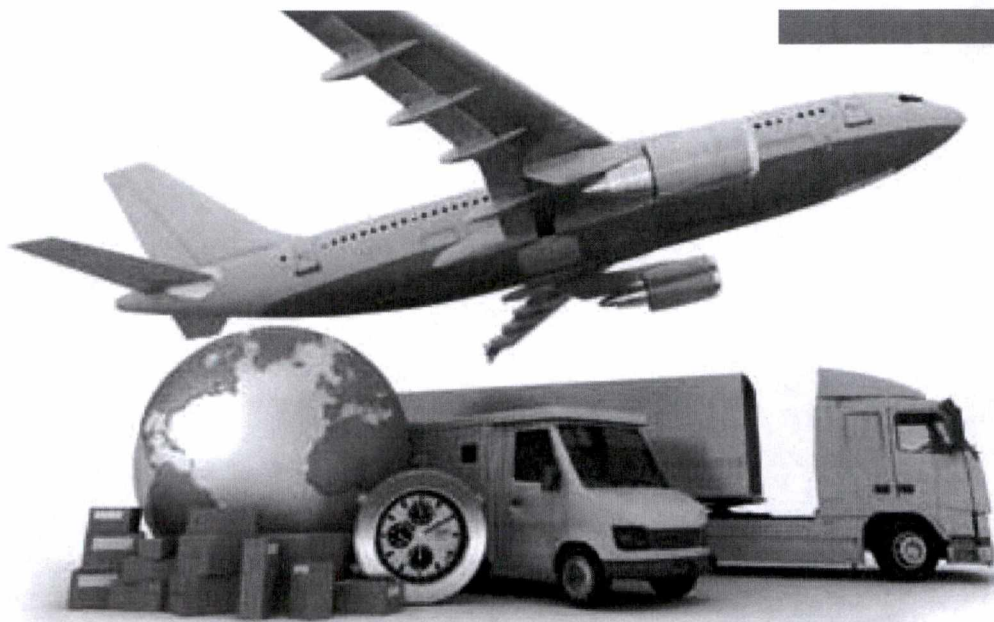
### Principales réalisations en 2009-2010

- Le nombre d'article sur le site wiki (*Wiki @ International*) auxquels le MAECI et les missions peuvent avoir accès a augmenté à 15 000 articles.
- *Connections*, qui est un système de réseautage professionnel, comprend désormais plus de 690 profils d'employés. Il regroupe également plus de 290 collectivités actives et environ 4 300 entreprises.
- La vidéoconférence est de plus en plus utilisée. Lors d'une conférence sur le leadership, 300 cadres supérieurs ont pu utiliser cette technologie pour collaborer sur plusieurs sujets à moindres coûts, sans avoir à se soucier du temps et de la distance.

- Un centre secondaire de traitement de données a été ouvert à Gatineau dont le mandat est de garantir la disponibilité et la sûreté de tous les services de GI/TI dans tous les bureaux du MAECI.
- La capacité de SIGNET Web a triplé permettant d'élargir substantiellement la disponibilité du réseau dans les situations d'urgence et d'offrir beaucoup plus de possibilités pour l'utilisation du réseau à distance. Tout continue d'être mis en œuvre pour entretenir et améliorer SIGNET. Des principes ont été adoptés afin de permettre son évolution vers un environnement en réseau de la prochaine génération.
- Le Programme d'amélioration de la gestion de l'information (PAGI) a fourni un appui à plus de 100 groupes de travail, en leur fournissant de l'aide et de la formation. En outre, tous les sites Web des missions ont migré dans le système de gestion du contenu normalisé du gouvernement du Canada, « Interwoven ». Ceci a amélioré la fiabilité et la fluidité des activités liées à la mise à jour de sites Web et a réduit les coûts d'entretien.

## Administration des Directives sur le service extérieur

Les Directives sur le service extérieur (DSE) sont un ensemble de politiques qui décrivent les indemnités, les allocations et les conditions d'emploi du personnel travaillant à l'étranger. Elles s'appliquent aux employés du service extérieur de carrière et aux employés qui acceptent une affectation ponctuelle à l'étranger dans 173 missions distribuées à travers le monde ainsi qu'à leurs personnes à charge admissibles. Quarante et une Directives sur le service extérieur comprennent des dispositions sur la réinstallation, l'éducation, la santé, les voyages et les



indemnités. La Direction générale de la politique et des services relatifs aux Directives sur le service extérieur administre les prestations relatives aux DSE pour tous les employés du MAECI ainsi que de nombreux partenaires ministériels dont Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) et en partie, de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Sous l'égide du Conseil national mixte (CNM) – un forum où les agents négociateurs et les employeurs de la fonction publique participants se réunissent pour échanger des renseignements, tenir des consultations sur les politiques en milieu de travail et élaborer conjointement des directives – le comité des DSE examine les DSE et recommande des modifications à y apporter au cours d'un examen qui a lieu selon un cycle de quelques années. Ce Comité recommande également des changements aux différents taux et indemnités des DSE en plus d'entendre les griefs. Les membres du Comité des DSE du CNM comprennent des représentants du Secrétariat du Conseil du Trésor, ainsi que des cadres des ministères et des organismes ainsi que des représentants de la partie syndicale.

Principales réalisations en 2009-2010

- Le plus récent processus d'examen cyclique s'est terminé à la fin de 2008 et les nouvelles directives du CNM sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2009.

- Des services de réinstallation entre le Canada et les missions ont été fournis à 1 035 employés et leurs familles, soit depuis 2 ans, une augmentation substantielle de près d'un quart.

## Courrier diplomatique et logistique

Comme le définit la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, le courrier diplomatique est un service d'échange de correspondance officielle entre un gouvernement et ses représentants dans les missions à l'étranger. Au Canada, la responsabilité des services de courrier diplomatique est dévolue au MAECI en vertu de la Politique du gouvernement sur la sécurité (PGS).

Le MAECI a délégué cette responsabilité au Service de distribution et du courrier diplomatique dont le rôle est d'offrir divers services de distribution, de courrier et de reproduction au MAECI, tant pour l'Administration centrale que pour les missions à l'échelle mondiale. Ce service assume également le rôle de principal transporteur pour tous les ministères fédéraux en assurant une manipulation sécuritaire du matériel en provenance et à destination des missions à l'étranger.



**FIGURE 13**  
**Distribution du courrier diplomatique**  
**en 2009-2010**

	UNITÉS	POIDS (KG)
Courrier diplomatique classifié	34 661	103 000
Courrier diplomatique non classifié	79 101	325 000
<b>Total</b>	<b>113 762</b>	<b>428 000</b>

#### Principales réalisations en 2009-2010

Le Service de distribution et du courrier diplomatique a participé à la logistique de la réalisation de plusieurs projets importants et à la tenue d'événements hautement médiatisés dont :

- À l'occasion du centenaire du MAECI, le 1<sup>er</sup> juin 2009, un timbre commémoratif a été émis par Postes Canada pour souligner le 100<sup>e</sup> anniversaire de la diplomatie canadienne. Ce timbre au tarif du régime intérieur, sur lequel figurent un drapeau du Canada et une image de la planète qui se croisent au milieu, a été distribué à tout le personnel des missions et à l'Administration centrale.
- Des vaccins contre le virus de la grippe H1N1 ainsi que des doses de Tamiflu ont été livrés à toutes les missions.

- Quelques 15 livraisons d'urgence ont été effectuées à Haïti en raison des problèmes engendrés par le tremblement de terre : ordinateurs de bureau ou portatifs, téléphones, réseaux de stations terrestres à très petite ouverture (VSAT), formulaires de passeport, formulaires et timbres d'immigration, ainsi que divers outils requis par la Gendarmerie royale du Canada et l'Agence des Services frontaliers du Canada pour effectuer leur travail. Par la suite, des fournitures incluant des tentes et d'autres équipements ont été livrées afin de contribuer à la reconstruction.

### Services de sécurité des missions et rapports de sécurité

La Direction générale de la sécurité et du renseignement qui a la responsabilité de la sécurité dans les missions relève du sous-ministre adjoint du Secteur des services consulaires, de la sécurité et de la gestion des urgences. La Direction entretient des rapports fonctionnels et une relation de travail solide avec la Direction générale des biens qui appartient au Secteur de la plateforme internationale et dont le rôle est de fournir des locaux sécuritaires de manière rentable. Au cours de la dernière année, les deux directions ont collaboré à la révision des politiques et des programmes ministériels à l'appui de la sécurité du personnel, du renseignement et des biens à l'étranger.

La Direction générale joue un rôle important dans l'analyse de la menace et des risques, dans la sensibilisation à la sécurité et les activités de planification et de coordination connexes, ainsi que dans l'élaboration de politiques, en vue de mettre en œuvre des pratiques visant à assurer la protection et la sécurité du personnel, des renseignements et des biens. Ces interventions ont lieu dans un contexte où les employés sont affectés dans des missions situées dans des milieux où les risques varient sensiblement d'un endroit à l'autre.

Le Programme de protection de l'infrastructure est critique pour la sécurité des missions. Ce programme d'une durée de neuf ans en est à sa quatrième année. L'évaluation détaillée des missions du Canada les plus menacées est en cours, selon la matrice des risques pour la sécurité matérielle, tandis que plusieurs projets visant la sécurité matérielle sont en train d'être mis en œuvre. Par ailleurs, la Direction générale a mis au point un formulaire d'autorisation de sécurité automatisé qui est accessible dans le libre service du Système de gestion des ressources humaines. Cette innovation qui touche les employés canadiens et les employés recrutés sur place simplifie et facilite l'entrée des renseignements requis afin de soumettre une demande d'autorisation de sécurité.

La Direction générale de la sécurité et du renseignement offre également un soutien aux missions dans la gestion des incidents de sécurité. Ainsi, des spécialistes de la Direction générale en matière de sécurité ont été déployés pour appuyer les missions où les conditions de sécurité locales avaient changé dans le but d'accroître de façon importante la capacité de soutien au personnel dans l'application de plans de mesures d'urgence et de plans de continuité des opérations. Par exemple, en réponse au séisme à Haïti, la Direction générale a déployé des chefs de la sécurité régionale et des membres de la police militaire. Ils ont participé à l'évaluation des besoins et à la prise de mesures immédiates permettant d'assurer la sécurité du personnel et des infrastructures, appuyant ainsi la prestation de services critiques, notamment en ce qui a trait au soutien consulaire et à l'évacuation de citoyens canadiens.



Voici des exemples d'initiatives qui sont en cours :

- La création d'un nouveau groupe d'agents de sécurité des missions à temps plein; ces employés viendront renforcer les équipes de sécurité dans les missions qui sont les plus menacées.
- Le développement d'un séminaire de deux jours sur la sécurité personnelle qui répond aux besoins des employés affectés dans des missions situées dans un milieu dangereux.
- Le lancement dans quatre missions à l'étranger du système de Déclaration et suivi des incidents de sécurité (DSIS), une application de système de sécurité conçue pour faire le suivi des incidents de sécurité dans les missions.
- Le lancement d'un cours de formation en ligne sur la sécurité suivi à ce jour par 12 000 utilisateurs de SIGNET – employés canadiens et employés recrutés sur place – à l'Administration centrale et dans les missions.

3

Chiffres et tendances  
de l'année 2009-2010



Cette partie présente des chiffres sur diverses tendances se rapportant aux postes d'employés canadiens et d'employés recrutés sur place dans les missions à l'étranger. Des explications et des données sur le classement des missions selon le niveau de difficulté et la répartition des postes

d'employés dans les missions selon leur niveau de difficulté sont également présentées. Elle comprend également des renseignements sur l'ouverture et la fermeture des missions ainsi que les inspections.

## Postes dans les missions à l'étranger

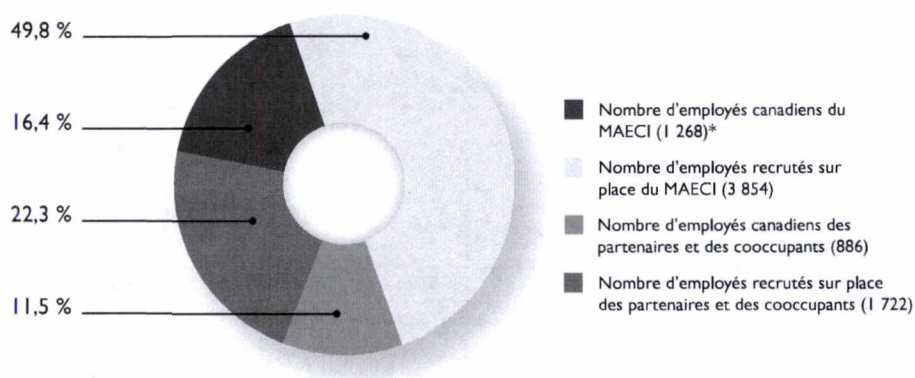
**FIGURE 14**  
Postes dans les missions à l'étranger par programme, 2009-2010\*

PROGRAMMES DU MAECI ET DES PARTENAIRES	EMPLOYÉS CANADIENS	EMPLOYÉS RECRUTÉS SUR PLACE	TOTAL DES POSTES	POURCENTAGE (%)
Services consulaires	21	330	351	6,5 %
CDM	228	508	736	13,7 %
REPAP	363	387	750	13,8 %
Programme commercial	282	652	934	17,4 %
Partenaires et cooccupants	886	1 722	2 608	48,5 %
<b>Total</b>	<b>1 780</b>	<b>3 599</b>	<b>5 379</b>	<b>100 %</b>

\* Le programme des services communs n'est pas inclus (voir la figure 16)

Note : Les données brutes ayant été extraites à des dates différentes, il est possible que les données inscrites dans certains tableaux ne se recoupent pas parfaitement, le décalage ne dépassant pas 1 % de l'ensemble des postes.

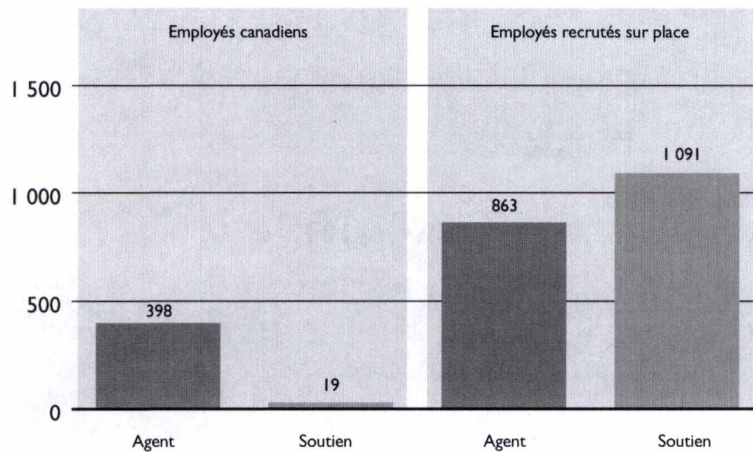
**FIGURE 15**  
Ventilation des postes du MAECI, des partenaires et des cooccupants, 2009-2010



\* Le nombre d'employés du MAECI comprend 23 employés canadiens à Kandahar et au Centre régional de services de la Vallée de la Tamise. Il y a également 8 employés recrutés sur place du MAECI au Centre régional de services de la Vallée de la Tamise.

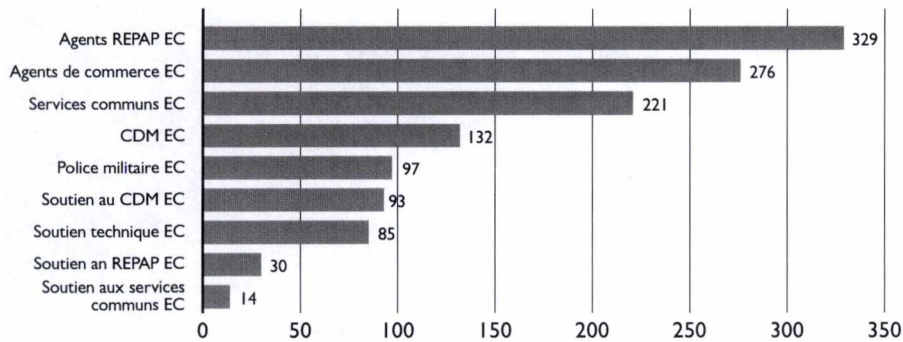
**FIGURE 16**

**Ventilation des postes d'agents et d'employés de soutien du Programme des services communs du MAECI, 2009-2010**



**FIGURE 17**

**Employés canadiens du MAECI par programme, 2009-2010**



**FIGURE 18**

**Catégories de postes d'employés recrutés sur place du MAECI, 2009-2010**

AGENTS ERP		SOUTIEN ERP	
Agent - chef de mission	5	Soutien au chef de mission	504
Agents politico-économiques	226	Soutien politico-économique	161
Agents commerciaux	383	Soutien commercial	271
Agents consulaires	149	Soutien consulaire	180
Agents des services communs	396	Services communs (LE-00 à LE-04)	1 094
		Services communs (LE-05 à LE-06)	485
<b>Total</b>	<b>1 159</b>	<b>Total</b>	<b>2 695</b>



**FIGURE 19**  
**Postes d'agents et d'employés**  
**de soutien des partenaires et**  
**des cooccupants, 2009-2010**

	AGENTS	SOUTIEN	TOTAL
Employés canadiens	886	0	886
Employés recrutés sur place	381	1 341	1 722
<b>Total</b>	<b>1 267</b>	<b>1 341</b>	<b>2 608</b>

## Modifications aux postes à l'étranger

En tout, 620 demandes de modifications de postes ont été traitées en 2009-2010 dont 237 touchaient des postes d'employés canadiens et 383 des postes d'employés recrutés sur place. Un total de 1 241 propositions de modifications de postes avaient été soumises par le processus de consultation interministérielle annuel, mais plusieurs de ces propositions ont été retirées avant d'avoir été traitées.

Les postes à l'étranger peuvent être modifiés par le biais de diverses transactions comprenant la création, la suppression, la reclassification, la prolongation ou la conversion d'un poste.

Une création consiste en l'établissement d'un nouveau poste d'employé canadien ou d'employé recruté sur place dans une mission à l'étranger.

Une suppression consiste en l'élimination d'un poste d'employé canadien ou d'employé recruté sur place dans une mission à l'étranger.

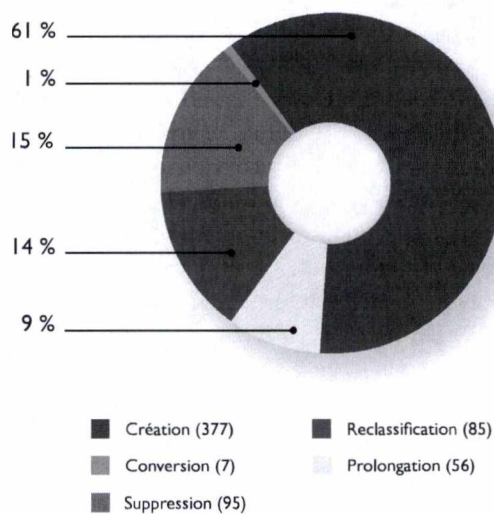
Une reclassification consiste en une hausse ou une baisse, d'un ou de plusieurs échelons, du niveau de rémunération que touche l'équivalent à temps plein (ETP) titulaire du poste. On déclassifie un poste le plus souvent parce que la portée des fonctions définies dans la description de travail correspondante a augmenté ou diminué.

Il y a prolongation lorsqu'un responsable de programme accepte de continuer à financer un poste d'employé canadien ou d'employé recruté sur place de durée déterminée, c'est-à-dire un poste qui aurait autrement expiré à une date donnée.

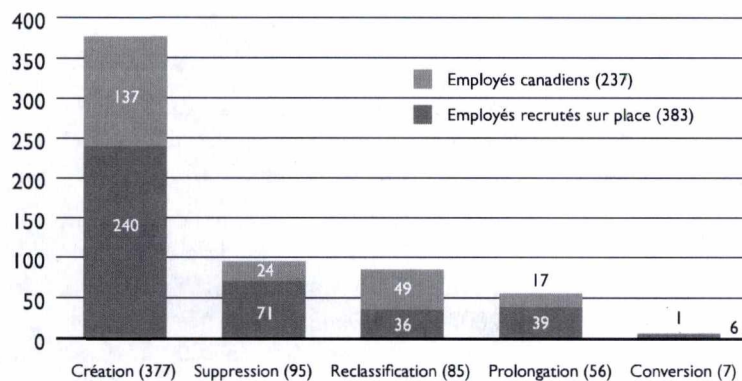
Une conversion consiste en la transformation d'un poste de durée déterminée en un poste permanent, ou de durée indéterminée.

C'est par le biais de ces transactions que l'effectif du réseau à l'étranger est modifié. En résumé, le réseau des missions comptait 7 598 postes en 2008-2009. Le nombre de postes dans les missions a grimpé à 7 730 en 2009-2010, soit un apport net de 132 postes. Ceci comprend l'ajout de 28 postes de plus d'employés canadiens et 104 postes de plus d'employés recrutés sur place à travers le monde.

**FIGURE 20**  
**Modifications des postes d'employés**  
**dans les missions, 2009-2010**



**FIGURE 21**  
**Ventilation des modifications des postes dans les missions, 2009-2010**



**FIGURE 22**  
**Les 15 missions/centres comptant le plus de modifications de postes, 2009-2010**

	CRÉATION	SUPPRESSION	RECLASSIFICATION	PROLONGATION	RÉGULARISATION	TOTAL	CLASSEMENT
Mexico (Mexique)	79	1	0	20	1	101	1
Islamabad (Pakistan)	5	23	1	0	0	29	2
Londres (Royaume-Uni)	14	2	2	1	0	19	3
Centre régional de services (Europe, Moyen-Orient & Afrique)*	11	0	0	0	8	19	4
Kaboul (Afghanistan)	11	1	2	1	0	15	5
Washington (États-Unis)	10	0	3	2	0	15	6
Nairobi (Kenya)	10	0	3	1	0	14	7
Santo Domingo (République dominicaine)	6	8	0	0	0	14	8
New Delhi (Inde)	7	1	3	0	0	11	9
Khartoum (Soudan)	3	0	2	5	0	10	10
Tokyo (Japon)	1	3	4	2	0	10	11
Varsovie (Pologne)	3	4	0	3	0	10	12
Port-au-Prince (Haïti)	5	0	4	0	0	9	13
Séoul (Corée du Sud)	5	3	1	0	0	9	14
Panama (Panama)	5	1	0	2	1	9	15

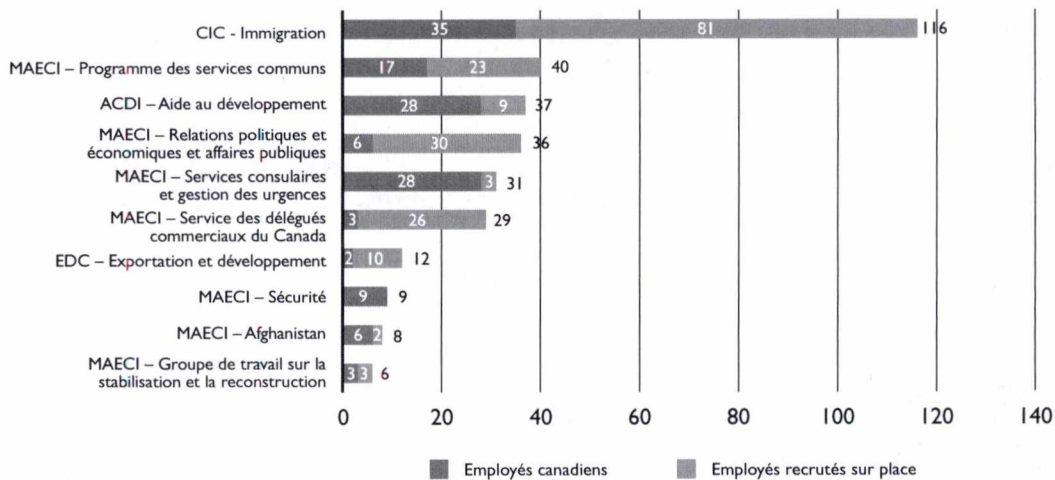
\* Le Centre régional de services de la Vallée de la Tamise en lien avec la mission de Londres.

## Création de postes

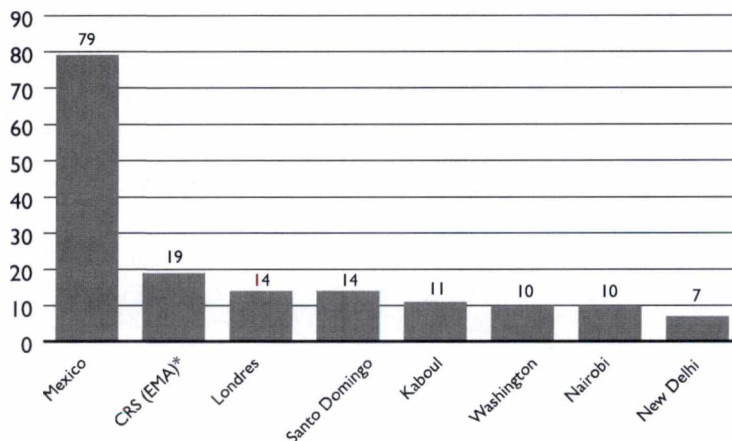
En 2009-2010, 377 transactions de création de postes d'employés ont été complétées par la plateforme internationale. Les transactions de création de postes exigent l'application d'un processus d'établissement des coûts pour s'assurer du transfert suffisant de fonds du programme du MAECI, du partenaire ou du cooccupant qui

fait la demande. L'établissement des coûts tient compte entre autres frais, de l'évaluation des montants des Directives sur le service extérieur, de la détermination des frais liés à la propriété et des frais à recouvrer par les services communs lorsqu'il y a lieu, et dans le cas des postes d'employés canadiens, des frais de réinstallation de l'employé et de ses personnes à charge dans les logements gérés par le MAECI dans le monde.

**FIGURE 23**  
Les 10 programmes où les partenaires ont créé le plus de postes en 2009-2010



**FIGURE 24**  
Les 8 missions où il y eu le plus de postes créés en 2009-2010



\* Centre régional de services (Europe, Moyen-Orient et Afrique).

Missions où le nombre de postes créés a été le plus élevé :

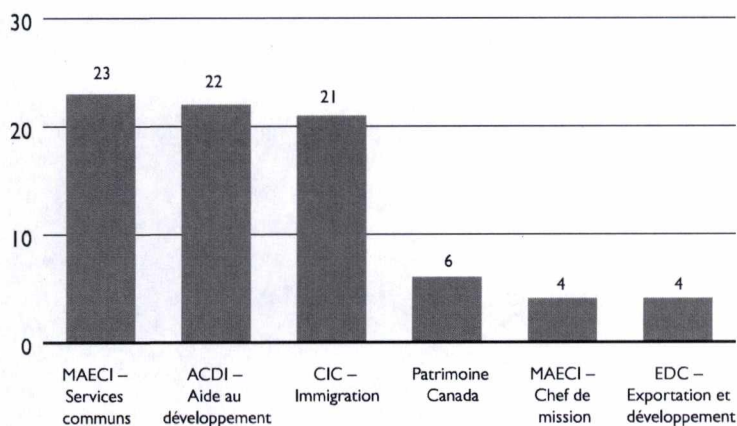
- Mexico : CIC, 69 postes; MAECI (multiples programmes), 8 postes; EDC, 1 poste; et ASFC, 1 poste.
- Centre régional de services (Europe, Moyen-Orient et Afrique) de la Vallée de la Tamise : MAECI services communs, 19 postes.
- Londres : CIC, 10 postes; MAECI (consulaire), 2 postes; Alberta, 2 postes.
- Santo Domingo : CIC, 9 postes; ACDI, 3 postes; ASFC, 2 postes.
- Kaboul : MAECI (Afghanistan), 9 postes; MAECI (GTSR\*), 1 poste; ACDI, 1 poste.
- Washington : MAECI (multiples programmes), 3 postes; Industrie Canada, 2 postes; Environnement Canada, 2 postes; Ontario, 2 postes; et 1 autre poste.

\* Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction.

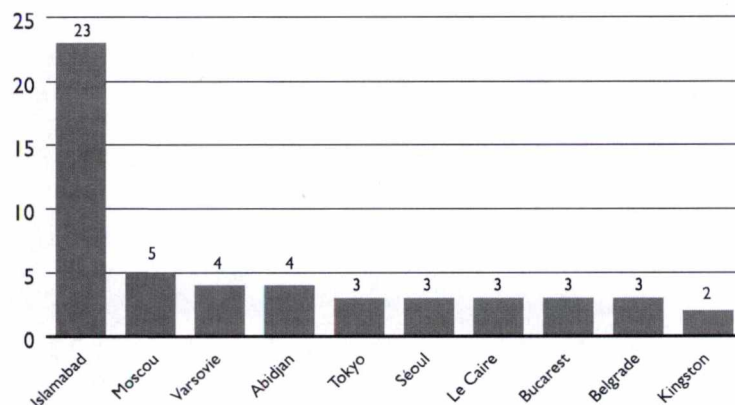
## Suppression de postes

En 2009-2010, la plateforme internationale a complété 95 transactions de suppressions de postes dans diverses missions à travers le monde.

**FIGURE 25**  
**Les 6 programmes où le plus de postes ont été supprimés par les partenaires en 2009-2010**



**FIGURE 26**  
**Les 10 missions où le plus de postes ont été supprimés en 2009-2010**



Missions où le nombre de postes supprimés a été le plus élevé :

Islamabad : MAECI – Services communs, 11 postes; CIC, 11 postes; MAECI – Service des délégués commerciaux, 1 poste.

Moscou : ACDI, 5 postes.

Varsovie : EDC, 3 postes; CIC, 1 poste.

Abidjan : ACDI, 2 postes; MAECI – Services communs, 2 postes.

## Classement des missions selon le niveau de difficulté

En 2009-2010, 101 des 173 missions du Canada ont été désignées comme étant des « missions difficiles ». De ce nombre, 18 ont été classées au niveau de difficulté le plus élevé (niveau V). En 2008-2009, 105 des 173 missions du Canada avaient été désignées comme étant des missions difficiles et de ce nombre, 22 ont été classées au niveau de difficulté le plus élevé (niveau V).

**Figure 27**  
**Missions et endroits rattachés à une mission en fonction du niveau de difficulté, 2009-2010**

NIVEAU A (NON-DIFFICILE)	NIVEAU I	NIVEAU II	NIVEAU III	NIVEAU IV	NIVEAU V	AUCUN NIVEAU ATTRIBUÉ**
4 ANS	3 ANS	3 ANS	2 ANS	2 ANS	2 ANS	
Athènes	Abou Dhabi	Bandar Seri Begawan	Ankara	Accra	Abidjan	<b>Acapulco</b>
Auckland	Brasilia	Belgrade	Bangkok	Addis Abeba	Abuja	Ahmedabad
Barcelone	Bratislava	Bridgetown	Bucarest	Almaty	Alger	<b>Astana</b>
Berlin	<b>Doha</b>	Budapest	Johannesburg	Amman	Bamako	Bangalore
Berne	Hong Kong	Buenos Aires	Kiev	Beijing	Chongqing	Belo Horizonte
Bruxelles	Prague	Dubaï	Kingston	Beyrouth	Dhaka	<b>Cancun</b>
Bruxelles EU	Riga	Guadalajara	Kuala Lumpur	Bogota	Islamabad	Hyderabad
Bruxelles OTAN	Singapour	Koweït	Managua	Caracas	Kaboul	Karachi
Canberra	Vilnius	Le Cap	Manille	Chandigarh	Khartoum	Kolkata
Copenhague		Monterrey	Mexico	Chennai	Kinshasa	<b>Mazatlan</b>
Dublin		Montevideo	Pretoria	Colombo	Lagos	<b>Oaxaca</b>
Düsseldorf		Panama	Quito	Dakar	Mumbai	<b>Playa del Carmen</b>
Genève PERM		Port of Spain	Rabat	Damas	Niamey	<b>Porto Alegre</b>
La Haye		Reykjavik	Recife**	Dar es Salaam	Ouagadougou	<b>Puerto Vallarta</b>
Hambourg		Santiago	Rio de Janeiro	Georgetown	Port-au-Prince	<b>Punta Cana</b>
Helsinki		Tunis	San Jose	Guangzhou	Riyad	<b>San José Del Cabo</b>
Kitakyushu**		Varsovie	Santo Domingo	Guatemala	Oulan-Bator	Tallinn
Lisbonne		Zagreb	Sao Paulo	Hanoi		
Londres			Sarajevo	Harare		
Madrid			Séoul	Ho Chi Minh-ville		
Munich			Taipei	<b>Istanbul</b>		
Nagoya			Tel Aviv	Jakarta		
Oslo			Tripoli	Kigali		
Paris				La Havane		
Paris OCDE				La Paz		
Paris UNESCO				Le Caire		
Rome				Lima		
Sapporo**				Lilongwe		
Stockholm				Lusaka		
Sydney				Maputo		
Tokyo				Moscou		
États-Unis (24 missions)				Nairobi		

FIGURE 27 (suite)

	NIVEAU A (NON-DIFFICILE)	NIVEAU I	NIVEAU II	NIVEAU III	NIVEAU IV	NIVEAU V	AUCUN NIVEAU ATTRIBUÉ**
	4 ANS	3 ANS	3 ANS	2 ANS	2 ANS	2 ANS	
Vatican					New Delhi		
Vienne					Phnom Penh		
Vienne OCDE					Ramallah		
Vienne PERM					San Salvador		
Wellington					Shanghai		
					Tegucigalpa		
					Téhéran		
					Yaoundé		
<b>Total par niveau</b>	<b>59</b>	<b>8</b>	<b>17</b>	<b>22</b>	<b>37</b>	<b>17</b>	<b>13*</b>
<b>Total des missions dans des endroits difficiles :</b>							<b>100</b>
<b>Total des missions dans des endroits non difficiles :</b>							<b>60</b>
<b>Total des missions dans des endroits non difficiles et sans niveau attribué :</b>							<b>73</b>
<b>Total des missions au 31 mars 2010 :</b>							<b>173</b>

Mission en **caractère gras noir** : ouverte en 2009-2010.

Mission en **caractère gras rouge** : fermée durant l'été 2009.

Mission en **caractère gras noir souligné** : opération intérimaire en 2009-2010.

\* Ce total ne comprend pas les quatre missions intérimaires listées.

\*\* 21 missions n'ont aucun employé canadien dont les missions indiquées ainsi que Palo Alto aux États-Unis.

Selon le *Guide du service extérieur* du Ministère, les missions de niveau A sont qualifiées d'endroits non difficiles. Un niveau de difficulté est attribué aux autres missions à l'aide d'une échelle croissante visant à établir une comparaison avec les conditions de vie à Ottawa-Gatineau et celles de chacun des pays considérés difficiles à des degrés divers. Les trois domaines qui sont analysés sont les suivants : 1) l'environnement physique (par exemple, le climat, la pollution de l'air et du bruit), 2) les conditions locales (par exemple, le transport, la salubrité, la nourriture, les risques liés aux maladies, et les facilités médicales) ainsi que 3) la sécurité personnelle. Les niveaux de difficulté des missions sont réévalués tous les trois à quatre ans à la lumière des changements survenus dans les conditions locales.

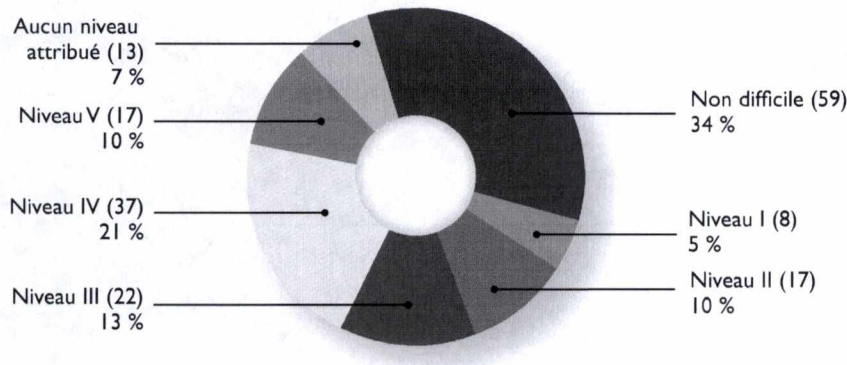
Voici des exemples de missions dont les niveaux de difficulté ont été modifiés au cours de 2009-2010 :

- Kiev est passé du niveau IV au niveau III
- Belgrade est passé du niveau III au niveau II
- Johannesburg est passé du niveau II au niveau III
- Pretoria est passé du niveau II au niveau III

L'attribution d'un niveau de difficulté est liée à l'arrivée des employés canadiens. En attendant qu'une évaluation approfondie des conditions locales puisse être complétée, un niveau provisionnel de difficulté semblable à celui des missions avoisinantes peut être attribué à une opération intérimaire ou une nouvelle mission où il y a des employés canadiens. Un exemple est Doha. Un niveau de difficulté permanent est normalement attribué à l'intérieur d'un an.

**FIGURE 28**

**Répartition des missions selon le niveau de difficulté au 31 mars 2010**

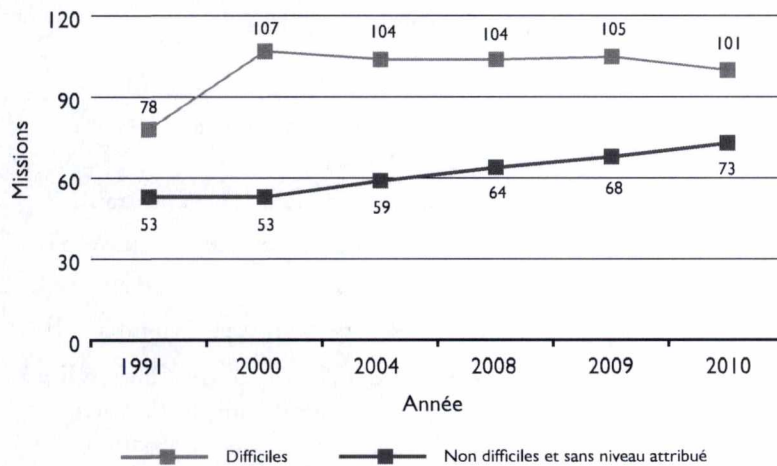


Comme on peut le constater en 2009-2010, les employés ont travaillé dans un nombre élevé de missions difficiles. Le nombre de missions

difficiles était de 78 en 1991. Au 31 mars 2009, il y avait 105 missions difficiles et au 31 mars 2010, il avait légèrement baissé à 101 missions difficiles.

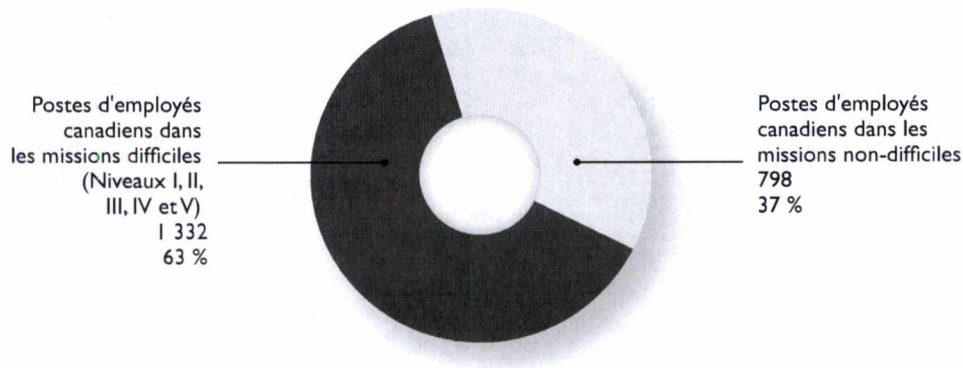
**FIGURE 29**

**Niveau de difficulté des missions au fil du temps, 1991-2010**

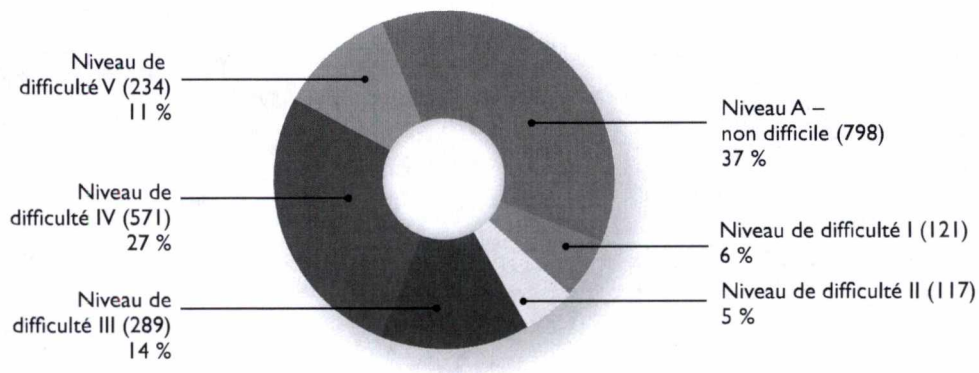




**FIGURE 30**  
**Pourcentage des postes d'employés canadiens dans les missions non-difficiles et difficiles, 2009-2010**



**FIGURE 31**  
**Répartition des postes d'employés canadiens dans les missions non-difficiles et difficiles, 2009-2010**



La majorité des postes d'employés canadiens sont situés dans des missions difficiles, soit 63 % versus 37 % dans les missions non-difficiles. Du total des postes d'employés canadiens qui sont situés dans les missions difficiles (niveau I à V – 1 332 postes),

quelques 83 % (1 094) sont situés dans des missions classées au niveau de difficulté III, IV et V. Un total de 805 postes (38 %) d'employés canadiens sont situés dans les missions qui sont classées au niveau de difficulté IV et V.

## Ouvertures et fermetures

Au fil des ans, des ajustements ont été requis afin de réagir aux priorités changeantes et à l'évolution des situations dans le but d'exécuter les programmes du gouvernement à l'étranger. De 1993 au 31 mars 2010, le réseau des missions du Canada à l'étranger a connu 76 ouvertures de missions et 42 fermetures de missions.

Les six missions suivantes ouvertes en 2009-2010 sont indiquées sur la liste : Cancun (Mexique), Playa Del Carmen (Mexique), Porto Alegre (Brésil), Punta Cana (République Dominicaine), Puerto Vallarta (Mexique) et San José Del Cabo (Mexique). A cela s'ajoute la mission

d'Ahmedabad (Inde), qui était sur la liste des nouvelles missions du Rapport annuel 2008-2009, mais fut officiellement ouverte en juillet 2009.

Les opérations intérimaires suivantes sont également indiquées : Acapulco (Mexique), Astana (Kazakhstan), Doha (Qatar), Istanbul (Turquie), Mazatlan (Mexique) et Oaxaca (Mexique). Enfin, la liste comprend les six missions fermées au cours de 2009-2010 : Le Cap (Afrique du Sud), Hambourg (Allemagne), Lilongwe (Malawi), Phnom Penh (Cambodge), Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) et Tucson (États-Unis). Hiroshima est sur la liste des fermetures bien qu'il s'agisse d'un déménagement à Kitakyushu.

**FIGURE 32**  
Ouvertures et fermetures de missions, 1993 au 31 mars 2010

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT		ASIE-PACIFIQUE		EUROPE		AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES		AMÉRIQUE DU NORD	
OUVERTURES		OUVERTURES		OUVERTURES		OUVERTURES		OUVERTURES	
<b>Abuja</b>	<b>1993</b>	<b>Phnom Penh</b>	<b>1993</b>	Riga	1993	Santo Domingo	1993	Miami	1993
<b>Djeddah</b>	<b>1993</b>	Taipei	1994	Zagreb	1993	La Paz	1994	Monterrey	1997
Johannesburg	1994	Ho Chi Minh-ville	1994	Almaty	1994	San Salvador	1995	Guadalajara	1998
Abou Dhabi	1994	Bandar Seri Begawan	1995	Tallinn	1994	Rio de Janeiro	1995	<b>Houston</b>	<b>2004</b>
Beyrouth	1995	Bangalore	1995	Vilnius	1994	Panama	1995	Raleigh	2004
<b>Kinshasa</b>	<b>1997</b>	Chandigarh	1996	<b>Saint-Pétersbourg</b>	<b>1994</b>	Managua	1996	<b>Denver</b>	<b>2004</b>
Ramallah	1998	<b>Karachi</b>	<b>1998</b>	<b>Hambourg</b>	<b>1995</b>	Montevideo	1995	<b>San Diego</b>	<b>2004</b>
Tripoli	1998	Chongqing	1997	<b>Sarajevo</b>	<b>1996</b>	Belo Horizonte	1998	Phoenix	2004
<b>Lagos</b>	<b>1999</b>	Guangzhou	1998	Bratislava	1997	Recife	2005	Anchorage	2004
<b>Abuja</b>	<b>1999</b>	<b>Hiroshima</b>	<b>2000</b>	Berlin	1999	Porto Alegre	2009	<b>Philadelphie</b>	<b>2004</b>
Khartoum	2003	<b>Busan</b>	<b>2003</b>	<b>Tirana</b>	<b>1999</b>	Punte Cana	2009	<b>Tucson</b>	<b>2004</b>
Kaboul	2003	Oulan-Bator	2008	<b>Pristina</b>	<b>2000</b>			Cancun	2009
<b>Doha</b>	<b>2009</b>	Hyderabad	2008	<b>Skopje</b>	<b>2000</b>			Puerto Vallarta	2009
		Kolkata	2008	Reykjavik	2000			Playa del Carmen	2009
		Kitakyushu	2009	<b>Barcelone</b>	<b>2001</b>			San José del Cabo	2010
		Karachi	2009	<b>Astana</b>	<b>2009</b>			<b>Mazatlan</b>	<b>2010</b>
		Ahmedabad*	2009					<b>Oaxaca</b>	<b>2010</b>
		<b>Istanbul</b>	<b>2009</b>					<b>Acapulco</b>	<b>2010</b>

FIGURE 32 (suite)

AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT		ASIE-PACIFIQUE		EUROPE		AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES		AMÉRIQUE DU NORD	
FERMETURES		FERMETURES		FERMETURES		FERMETURES		FERMETURES	
<i>Kinshasa</i>	<b>1993</b>	Melbourne	1993	Lyon	1995			Orlando	1993
Gaborone	1993	Yokohama	1995	<b>Barcelone</b>	<b>1996</b>			Santa Clara	1993
Windhoek	1993	<b>Busan</b>	<i>N/A</i>	Bonn	1999			El Segundo	1994
Douala	1993	<b>Karachi</b>	<i>N/A</i>	<b>Tirana</b>	<b>2003</b>			San Juan	1994
Lesotho	1993	Fukuoka	2007	<b>Pristina</b>	<b>2004</b>			<b>Denver</b>	<b>1995</b>
<b>Abuja</b>	<b>1995</b>	Osaka	2007	<b>Skopje</b>	<b>2004</b>			Cleveland	1996
<b>Lagos</b>	<b>1995</b>	<b>Phnom Penh</b>	<b>2009</b>	Milan	2007			Dayton	1996
<b>Djeddah</b>	<b>1998</b>	Hiroshima	<b>2009</b>	<b>Saint-Pétersbourg</b>	<b>2007</b>			Cincinnati	1996
Conakry	2005			<b>Hambourg</b>	<b>2009</b>			<b>Philadelphie</b>	<b>1996</b>
Libreville	2006			<b>Sarajevo</b>	<b>2009</b>			<b>Houston</b>	<b>1996</b>
Le Cap	2009							<b>San Diego</b>	<b>1997</b>
Lilongwe	2009							<b>Tucson</b>	<b>2009</b>
<b>Ouvertures</b>	13	<b>Ouvertures</b>	18	<b>Ouvertures</b>	16	<b>Ouvertures</b>	11	<b>Ouvertures</b>	18
<b>Fermetures</b>	12	<b>Fermetures</b>	8	<b>Fermetures</b>	10	<b>Fermetures</b>	0	<b>Fermetures</b>	12

Mission en *caractère italique gras* : ouverte/fermée ou fermée/ouverte à nouveau.

Mission en *caractère gras rouge* : déménagement.

Mission en *caractère gras noir souligné* : opération intérimaire et date de la création de la mission.

\* Cette mission était sur la liste des nouvelles missions dans le Rapport annuel 2008-2009 mais son ouverture officielle a eu lieu en juillet 2009.

## Bureau de l'inspecteur général : inspection des missions

En 2009-2010, le Bureau de l'inspecteur général a procédé à 23 inspections de missions canadiennes (voir la figure 33). L'année précédente (2008-2009), il avait procédé à 19 inspections de missions canadiennes à l'étranger. Le but de ces inspections est de fournir à la haute gestion du MAECI une évaluation indépendante et objective du rendement lié aux activités et aux programmes

mis en œuvre dans les missions. Les inspecteurs du ministère examinent notamment le leadership, les pratiques de gestion, et leur conformité aux politiques et aux règlements.

Les recommandations contenues dans les rapports d'inspections contribuent à améliorer l'efficacité de nos missions et assurent qu'elles reçoivent le soutien approprié de l'Administration centrale. Une information détaillée sur les inspections des missions est disponible sur le site internet du Bureau de l'inspecteur général du MAECI.

**FIGURE 33**  
**Inspections en 2009-2010**

MISSION	DATE	
Rabat	2009	avril
Belgrade	2008	avril
Vatican	2009	mai
Stockholm	2009	mai
Khartoum	2009	mai
Kinshasa	2009	juin
Bucarest	2009	septembre
Helsinki	2009	septembre
Dublin	2009	septembre
Pretoria/Johannesburg	2009	octobre
Harare	2009	octobre
Maputo	2009	octobre
Addis Abeba	2009	octobre
Bamako	2009	novembre
Los Angeles/San Diego/ Phoenix	2009	novembre
San Francisco/Palo Alto	2009	décembre
Guatemala	2010	janvier
San Salvador	2010	janvier
San José/Managua/Tegucigalpa	2010	février
Beijing/Chongqing	2010	mars
Shanghai	2010	mars
Guangzhou	2010	mars
Seattle/Anchorage	2010	mars

### Bureau du Dirigeant principal de la vérification : vérifications internes

Le Bureau du Dirigeant principal de la vérification a réalisé une seule vérification visant le Secteur de la plateforme internationale en 2009-2010. Cette vérification horizontale effectuée en coopération avec le Bureau du contrôleur général a informé notre ministère de l'efficacité des programmes et procédures de gestion des biens informatiques. Signalant qu'il faut faire attention à l'inventaire des biens, les vérificateurs ont aussi mis en évidence la bonne planification des risques et la bonne application du Plan stratégique de la technologie de l'information du Ministère. Les détails de cette vérification ont été affichés sur le site Web du Bureau du contrôleur général.

# Rapport financier

# 4



Cette partie du rapport annuel présente un sommaire du recouvrement des coûts et des virements de fonds relatifs aux services communs. Ce rapport permet au MAECI de s'acquitter de l'obligation de rendre compte aux ministères partenaires des fonds provenant du recouvrement des coûts.

## État du financement

**FIGURE 34**  
**État du financement, exercices financiers 2008-2009 et 2009-2010\***

	2009-2010	2008-2009
Argent additionnel reçu par virements d'autres ministères (incluant uniquement les nouveaux fonds, des Budgets supplémentaires des dépenses A et B)	33 266 100 \$	36 718 140 \$
Affectations nettes du MAECI pour les postes du MAECI à l'étranger (incluant les services communs)*	22 334 200	19 818 220
Affectations nettes du MAECI liées à l'augmentation des postes à l'étranger – le financement provient d'une soumission au Conseil du Trésor (SR-400)	25 164 240	0
Recouvrement des coûts des cooccupants	15 564 855	9 065 048
<b>Total des rentrées de fonds</b>	<b>96 329 395 \$</b>	<b>65 601 408 \$</b>
<b>Total des remboursements à des partenaires pour des suppressions de postes</b>	<b>- 16 073 000 \$</b>	<b>- 10 637 300 \$</b>
<b>Changement net des sources de financement</b>	<b>80 256 395 \$</b>	<b>54 964 108 \$</b>

\* A partir de 2008-2009, la méthode de calcul a été modifiée.

**FIGURE 35**

MODIFICATION DES POSTES À L'ÉTRANGER, 2008-2009 ET 2009-2010				
Note méthodologique : après la création du Secteur de la plateforme internationale, le 1 <sup>er</sup> avril 2008, le MAECI a commencé à suivre et enregistrer toutes les modifications de postes à l'étranger de la même manière que les programmes des autres ministères; le MAECI peut ainsi produire des états sur les données réelles plutôt que sur des moyennes calculées.				
Modifications réelles des postes du MAECI* :	2009-2010		2008-2009	
	Nb de postes	Coûts	Nb de postes	Coûts
<b>Création de postes</b>				
Création de postes d'employé canadien du MAECI	73	24 587 000 \$	37	8 600 500 \$
Création de postes d'employé recruté sur place du MAECI	68	6 106 000	165	12 444 400
<b>Total pour les postes créés par le MAECI</b>		<b>30 693 000 \$</b>		<b>21 044 900 \$</b>
<b>Suppression de postes</b>				
Suppression de postes d'employé canadien du MAECI	5	1 263 400 \$	20	3 831 000 \$
Suppression de postes d'employé recruté sur place du MAECI	7	632 800 \$	15	837 500 \$
<b>Total des postes supprimés par le MAECI</b>		<b>1 896 200 \$</b>		<b>4 668 500 \$</b>
<b>Autres mesures prises par le MAECI**</b>		<b>18 701 640 \$</b>		<b>3 441 820 \$</b>
<b>Coût net des modifications du MAECI</b>		<b>47 498 440 \$</b>		<b>19 818 220 \$</b>

\* Compte tenu du volume global de transactions traitées et des retards susceptibles de se produire à diverses étapes du processus, le nombre de modifications réelles des postes du MAECI ayant entraîné des transferts de fonds peut différer des chiffres rapportés ailleurs dans le présent rapport annuel au moment de la publication.

\*\* D'autres mesures prises n'ont pas modifié le nombre de postes à l'étranger.

**FIGURE 36**  
**Entrées et sorties de fonds du MAECI, des partenaires et des cooccupants**  
**2009-2010**

BUDGET		BUDGET	
MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERNATIONALES ET DU COMMERCE INT.	TOTAL	PARTENAIRES/COOCCUPANTS	TOTAL
Groupe de travail sur l'Afghanistan (FTAG)	4 492 600 \$	Agriculture et Agroalimentaire Canada	-43 900 \$
Services communs (CSAC)	12 144 900	Agence des services frontaliers du Canada	1 206 700
Secteur des Services Consulaires et de la Gestion des Urgences (CFM)	5 419 800	Agence du revenu du Canada	203 500
Politique économique (MED)	315 400	Patrimoine canadien	-934 200
Stratégie commerciale mondiale (SCM)	2 715 200	Agence canadienne de développement international	3 407 000
Programme de sécurité mondiale (GSRP)	2 388 700	Citoyenneté et immigration Canada	8 986 300
Programme des chefs de mission (CDM)	1 654 600	Ministère de la Défense nationale	355 100
Ressources humaines (HCM)	1 278 340	Environnement Canada	357 000
Direction générale de la politique et des services relatifs aux directives sur le service extérieur (AED)	479 900	Ministère des finances Canada	-257 100
Éducation internationale et de la jeunesse (PRE)	411 300	Ministère de la Justice	333 700
Organisations internationales (MID)	928 200	Bureau du Conseil privé	214 500
Sécurité internationale et politique (IFM)	1 289 900	Agence de la Santé Publique du Canada	140 900
Direction générale des biens (ARD)	664 800	Sécurité publique et Protection civile Canada	2 077 100
Programme de relations politiques et économiques et affaires publiques (RPEAP)	7 553 400	Gendarmerie royale du Canada	984 000
Sécurité et renseignement (ISD)	1 097 600	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada	162 500
Groupe de Travail pour la stabilisation et la reconstruction (GTSR)	1 123 000	<b>Total partiel, partenaires</b>	<b>17 193 100 \$</b>
Service des délégués commerciaux (SDC)	3 540 800	Australie, gouvernement de l'	96 270 \$
<b>Total partiel, MAECI</b>	<b>47 498 440 \$</b>	Banque du Canada	217 255
		Corporation Commerciale Canadienne	225 000
		Exportation et développement Canada	4 928 291
		Israël, Gouvernement d'	99 145
		Ontario, Gouvernement de l'	3 103 500
		Alberta, Gouvernement de l'	3 209 299
		Québec, Gouvernement du	3 686 095
		<b>Total partiel, cooccupants</b>	<b>15 564 855 \$</b>
		<b>Total, partenaires et cooccupants</b>	<b>80 256 395 \$</b>

## Frais de recapitalisation

Le 6 juin 2005, le Conseil du Trésor a autorisé le MAECI à instaurer des frais immobiliers associés à la croissance (FIAC) se rapportant aux programmes qui ont connu une expansion après le 31 mars 2004. L'administration de ces frais a été confiée à la Direction générale des ressources matérielles et au Secrétariat de la représentation à l'étranger.

**FIGURE 37**

**Frais de recapitalisation perçus pour les modifications de postes entreprises en 2009-2010**

COMMANDITAIRE	UNIQUE (ANNÉE COURANTE)	PERMANENT (ANNÉES FUTURES)*
<b>Montants perçus des partenaires</b>		
Agriculture et Agroalimentaire Canada	- \$	- \$
Agence des services frontaliers du Canada	91 700	28 500
Agence du revenu du Canada	-	-
Patrimoine canadien	11 700	-
Agence canadienne de développement international	36 500	76 400
Citoyenneté et immigration Canada	458 800	416 100
Ministère de la Défense nationale	-37 800	-38 000
Environnement Canada	14 400	-
Ministère des Finances Canada	-36 100	-36 100
Ministère de la Justice Canada	2 600	3 900
Bureau du Conseil privé	-	-
Agence de la santé publique du Canada	-	-
Sécurité publique Canada & la planification en cas de pandémie	11 500	15 400
Gendarmerie royale du Canada	11 600	16 400
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada	-	-
<b>Total partiel, partenaires</b>	<b>564 900 \$</b>	<b>482 600 \$</b>
<b>Montants perçus du MAECI</b>		
Groupe de travail sur l'Afghanistan (FTAG)	6 300 \$	8 900 \$
Services communs (CSAC)	-	-
Secteur consulaire et gestion des urgences (CFM)	98 400	111 100
Politique économique (MED)	-	-
Stratégie commerciale mondiale (SCM)	95 200	111 800
Programme de sécurité mondiale (GSRP)	19 900	29 800
Programme des chefs de missions (CDM)	19 500	35 600
Ressources humaines (HCM)	-	-
Gestion de l'information et de la technologie (SXD)	-	-
L'éducation internationale et de la jeunesse (PRE)	25 800	46 800
Direction générale des organisations internationales (MID)	12 300	25 900
Politique de sécurité internationale (IFM)	12 300	15 400
Direction générale des biens (ARD)	-	-
Programme de reportage politique et économique et des affaires publiques (RPEAP)	84 700	167 800
Sécurité et intelligence (ISD)	-	-
Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction (GTSR)	13 800	-
Service des délégués commerciaux (SDC)	67 000	136 300
<b>Total partiel, MAECI</b>	<b>455 200 \$</b>	<b>689 400 \$</b>
<b>Grand total des fonds de recapitalisation perçus</b>	<b>1 020 100 \$</b>	<b>1 172 000 \$</b>

\* Permanent – financement continué transféré sur une base permanente et enregistré dans les niveaux de référence du MAECI.



**FIGURE 38**  
**Exemples de dépenses de recapitalisation en 2009-2010**

MISSION	POSTE DE DÉPENSE	(MILLIERS DE \$)
Abidjan	Chancellerie – Réfection du toit	26,3 \$
Abou Dhabi	Chancellerie – Réparations à l'extérieur	16,7
Abuja	Chancellerie – Réparation de l'intérieur et de l'extérieur de l'édifice	1 053,8
Accra	Complexe – Amélioration de l'intérieur	19,4
Adis Abeba	Chancellerie – Réparation à l'intérieur	14,6
Alger	Chancellerie – Réparation du système de gestion de l'immeuble et amélioration de la salle d'entrepôt	114,6
Amman	Chancellerie – Remplacement de la génératrice électrique et de la climatisation	39,9
Ankara	Chancellerie – Réparations à l'extérieur	5
Bangkok	Chancellerie – Réparations du système de refroidissement	28
Barcelone	Chancellerie – Remplacement du système d'alarme	4,2
Beijing	Chancellerie – Réfection du plancher	10,7
Belgrade	Chancellerie – Amélioration du système de sécurité	9,5
Berne	Chancellerie – Réfection du plancher	11,5
Boston	Chancellerie – Amélioration de l'entrée, ainsi que du chauffage, de la ventilation et de la climatisation	12,7
Bruxelles	Chancellerie – Modification du cinquième étage	5,3
Bruxelles OTAN	Chancellerie – Réfection de l'entrée	23,5
Buenos Aires	Chancellerie – Mise à niveau du bureau de TI	7,7
Chicago	Chancellerie – Remplacement de l'unité de climatisation	7,9
Dar es Salaam	Chancellerie – Amélioration de la sécurité	2,7
Genève	Chancellerie – Réparation de l'intérieur et de l'extérieur de l'édifice	61,8
Georgetown	Chancellerie – Remplacement de la guérite du gardien	12,9
La Havane	Chancellerie – Remplacement du réservoir d'huile, des unités de climatisation et du générateur	131,9
La Haye	Chancellerie – Réparation des annexes	12,9
Islamabad	Chancellerie – Amélioration du complexe	100,4
Khartoum	Chancellerie – Réparation du système électrique	18,7
Kinshasa	Chancellerie – Installation d'appareil contre la surtension	14,8
Lagos	Chancellerie – Remplacement du générateur	32
Londres	Chancellerie – Réparation de l'intérieur	37
Lusaka	Chancellerie – Amélioration de l'entrée et des sorties de secours	204,5
Madrid	Chancellerie – Réparation de l'intérieur	4,7
Manille	Chancellerie – Amélioration du système électrique	16,8
Mexique	Chancellerie – Construction d'un local technique	9,5
Montevideo	Chancellerie – Amélioration du système électrique	24,1
Munich	Chancellerie – Installation de portes de sécurité	8,1
Nairobi	Chancellerie – Remplacement et test du réservoir d'huile	82,1
Nouvelle Delhi	Chancellerie – Système de traitement de l'eau	151,3
Paris	Chancellerie – Réparation de la façade et de l'extérieur	307
Port-au-Spain	Chancellerie – Réparation de l'intérieur	22,1
Rome	Chancellerie – Mise à niveau du système de gestion de l'immeuble et réparations des sorties de secours	18,6
Santiago	Chancellerie – Installation d'un sas et d'un système « Uninterrupted Power Service »	129,2
Sydney	Chancellerie – Réparation des murs	6,6

**FIGURE 38 (suite)**

MISSION	POSTE DE DÉPENSE	(MILLIERS DE \$)
Téhéran	Chancellerie – Réparation de l'édifice	2,4
Tokyo	Chancellerie – Réparation de la clôture, travaux à l'extérieur de l'édifice et amélioration du système électrique	669,9
Washington	Chancellerie – Remplacement des jardinières et installation de batteries de refroidissement	766,5
<b>Total des dépenses de recapitalisation 2009-2010</b>		<b>4 259,8 \$</b>

## Entrée de fonds et utilisation

Les frais pour les services communs à l'étranger sont perçus pour chacun des postes ajoutés. Ces frais servent à financer les postes affectés à la prestation des services communs dans les missions, par exemple dans le domaine des finances, de la gestion immobilière, de la sécurité, des ressources humaines et de l'informatique.

**FIGURE 39**  
**Frais pour les services communs à l'étranger – 2009-2010**

	ENTRÉES (\$)	SORTIES (\$)	SOLDE (\$)
<b>Service à la clientèle des missions et innovations</b>			
Solde d'ouverture			7 070 940 \$
Relations générales avec l'Amérique du Nord	1 634 100 \$	201 200 \$	1 432 900
Amérique latine et Antilles	447 100	271 100	176 000
Europe	412 800	240 900	171 900
Union européenne	533 900	2 428 700	-1 894 800
Afrique	311 800	1 011 800	-700 000
Moyen-Orient et Maghreb	257 300	844 100	-586 800
Asie du Nord	103 300	95 700	7 600
Asie du Sud et du Sud-est et Océanie*	616 300	1 065 700	-449 400
Affectations temporaires	289 900	291 980	-2 080
<b>Total partiel, Service à la clientèle des missions</b>	<b>4 606 500 \$</b>	<b>451 180 \$</b>	<b>5 226 260 \$</b>
<b>Autres :</b>			
Gestion de l'information et de la technologie	938 900 \$	938 900 \$	0 \$
Frais pour services communs à l'étranger accrus	920 800	3 084 900	-2 164 100
Sous-total autres	<b>1 859 700 \$</b>	<b>4 023 800 \$</b>	<b>-2 164 100 \$</b>
<b>Total, frais pour les services communs</b>	<b>6 466 200 \$</b>	<b>10 474 980 \$</b>	<b>3 062 160 \$</b>

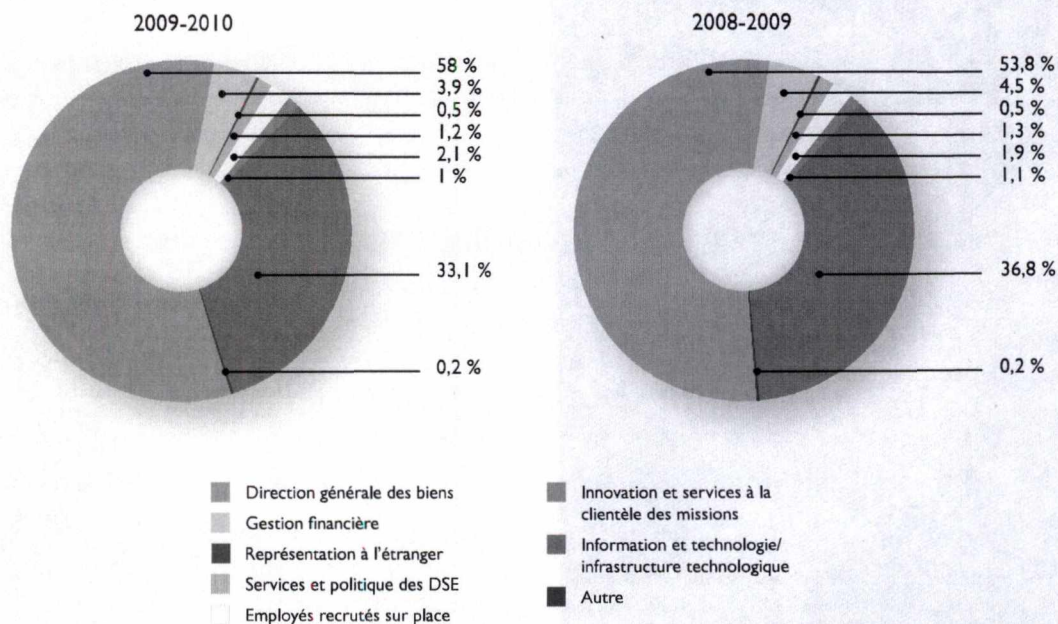
\* Inclut l'Afghanistan.

**FIGURE 40**  
**Dépenses des services communs\* dans les missions, 2008-2009 et 2009-2010**

ARTICLE	2009-2010	2008-2009
Salaires et traitements – Employés canadiens	23 594 782 \$	22 803 832 \$
Salaires et traitements – Employés recrutés sur place	127 762 086	125 411 985
Frais d'hospitalité	157 380	237 587
Services d'information	839 187	898 655
Machinerie, équipement et outils	15 648 146	20 453 145
Fourniture et matériaux	11 444 626	13 230 593
Poste, fret, messagerie et camionnage	5 953 954	6 322 584
Services professionnels	44 553 394	44 820 088
Location d'équipement, de machinerie et autre	1 360 150	1 674 991
Location de terrains et construction	130 426 333	121 391 329
Services publics	24 937 685	24 371 220
Réparations et entretien	19 296 353	19 545 205
Services de télécommunications	5 955 386	6 297 161
Voyages	1 389 233	2 078 050
Autres dépenses	1 404 767	1 267 817
<b>Total</b>	<b>414 723 462 \$</b>	<b>410 804 243 \$</b>

\* Ceci comprend les dépenses du MAECI, des autres partenaires et des cooccupants.

**FIGURE 41**  
**Répartition des dépenses de services communs à la centrale, 2008-2009 et 2009-2010**



**FIGURE 42**  
**Indemnités de service extérieur et réinstallation, 2008-2009 et 2009-2010**

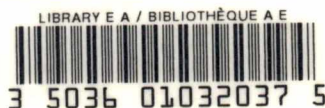
ARTICLE	2009-2010	2008-2009
Indemnités de service extérieur	94 159 421 \$	84 910 506 \$
Réinstallation	37 573 051	36 931 248
<b>Total</b>	<b>131 732 472 \$</b>	<b>121 841 754 \$</b>

Les dépenses de services communs dans les missions sont passées de 410 804 243 \$ en 2008-2009 à 414 723 462 \$ en 2009-2010, soit une augmentation de 1 %.

D'autre part, les dépenses de services communs à la centrale étaient de 270 081 055 \$ en 2008-2009. En 2009-2010, elles ont augmenté à 287 090 475 \$, soit 6 %. La Direction générale des biens gère la portion la plus importante du budget. Leurs dépenses étaient de 145 270 341 \$ en 2008-2009, puis de 166 553 334 \$ en 2009-2010. Ceci représente une augmentation de 15 %.

Les dépenses se rapportant aux Directives sur le service extérieur ont augmenté de 8 % entre 2008-2009 et 2009-2010. Cette hausse provient en large partie de l'augmentation des dépenses en matière d'indemnités.

DOCS  
 CA1 EA A57 FRE  
 2009-2010  
 Rapport annuel Réseau du Canada à  
 l'étranger  
 .B4300208



This document is also available in English under the title  
 Annual Report Canada's Network Abroad 2009-2010.

Novembre 2010  
 © Sa Majesté la Reine du chef du Canada